

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

Des infractions

AUX

CONVENTIONS DE LA HAYE

commises envers les personnes par
les Allemands en France et en Belgique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS-SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

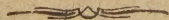
Mardi 7 Juin 1921, à 2 heures

PAR

Louis PUISSANT

Avocat

*Chevalier de la Légion d'Honneur,
Croix de Guerre.*



MONTÉLIMAR

ROLLET, Editeur

1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

Des infractions

AUX

CONVENTIONS DE LA HAYE

commises envers les personnes par
les Allemands en France et en Belgique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS-SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

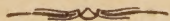
Mardi 7 Juin 1921, à 2 heures

PAR

Louis PUISSANT

Avocat

*Chevalier de la Légion d'Honneur,
Croix de Guerre.*



MONTÉLIMAR

ROLLET, Editeur

1921



UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE LYON

- MM. JOSSE^{RA}ND, , I. , doyen, professeur de Droit civil.
GARRAUD, , I. , , professeur de Droit criminel.
Correspondant de l'Institut.
APPLETON (Charles), , I. , professeur honoraire,
chargé d'un cours de Droit romain.
PIC (Paul) O , I. , professeur de Droit inter-
national public.
APPLETON (Jean) , I. , , professeur de Droit
administratif.
LAMBERT A. , professeur d'Histoire générale du
Droit français.
BOUVIER, I. , professeur de Science financière et
de Législation française des finances.
LAMEIRE, I. , professeur d'Histoire du Droit pu-
blic et de Droit administratif.
HOVELIN, I. , professeur de Droit romain, asses-
seur du doyen.
LÉVY, , I. , professeur de Droit civil.
GONNARD, I. , , professeur d'Histoire des Doctrines ;
économiques et d'Economie politique.
PICARD, professeur de Droit civil
ANTONELLI, , I. , professeur d'Economie politique
COHENDY, agrégé, chargé d'un cours de Droit com-
mercial.
PERROUD, professeur de procédure civile.
ROGER, I. , chargé du cours de Droit commercial
complémentaire.
BECQ (J.), I. , secrétaire.

MEMBRES DU JURY

- | | |
|----------------------------|--------------|
| M. P. PIC, professeur..... | Président |
| M. R. GARRAUD, professeur | } Assesseurs |
| M. LAMEIRE, professeur. | |

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
pro-
bation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

De tout temps, l'humanité s'est efforcée de limiter dans la mesure du possible, le mal de la guerre.

Les projets de paix perpétuelle ont été cruellement contredits par l'Histoire. Les tentatives faites dans le but, non pas d'abolir un fléau qui semble inhérent à la nature humaine elle-même, mais d'en diminuer la fréquence, n'ont guère eu plus de succès.

Tout ce que la sagesse des hommes avait pu faire, c'était de chercher à atténuer les rigueurs de la guerre, à mettre un frein au déchainement de la violence et de la force brutale. La doctrine des canonistes, l'influence de la Papauté et de la Chevalerie, les théories de Grotius et de Vattel, marquèrent l'effort des civilisations successives pour instaurer, parmi les dures nécessités de la lutte, une protection relative des faibles, représentés par tous ceux que leur âge, leur sexe, leur incapacité momentanée, ou les stipulations de conventions spéciales tiennent à l'écart du combat proprement dit.

Ainsi se formait peu à peu une conception de la guerre qui tendait à concilier un mal que l'on ne pouvait éviter avec l'idéal humain.

Ultima Ratio, moyen suprême d'amener une nation rivale à accepter la contrainte politique du vainqueur, la guerre devait être exempte de toutes les mesures tendant à détruire des vies humaines, et

dehors de celles dont l'élimination violente est indispensable pour établir la suprématie momentanée de l'une des armées en présence.

Le droit des gens (moderne) a prétendu protéger les personnes et les biens de la population civile, les blessés et le personnel sanitaire, et obliger les combattants eux-mêmes à un certain minimum d'Humanité et de Loyauté.

Un certain nombre d'actes unilatéraux d'Etats ou de Conventions internationales ont heureusement témoigné de la tendance générale à humaniser les pratiques de la guerre.

Dès 1780, l'impératrice Catherine de Russie, dans sa déclaration de neutralité armée, avait pris l'initiative d'une sorte de Codification du droit de la Guerre maritime. En 1863, les Etats-Unis avaient tracé à leurs troupes, dans des Instructions pour les armées en campagne, un règlement contenant l'exposé des lois fondamentales de la guerre moderne. En 1864, une conférence internationale aboutissait à la Convention de Genève. En 1868, la Déclaration de Saint-Petersbourg proclamait déloyal et contraire aux lois de l'Humanité *« l'emploi d'armes qui aggraveraient inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat ou rendraient leur mort inévitable. »*

Au lendemain de la guerre franco-allemande de 1870-71, la conférence de Bruxelles elabora le « Projet d'une déclaration internationale concernant les lois et Coutumes de la Guerre ». Ce document, dépourvu de caractère obligatoire, devait, dans une certaine mesure servir de base aux conventions ultérieures. On vit

en 1877, la Russie, au début de la guerre contre la Turquie, déclarer qu'elle donnait pour Code à ses armées les prescriptions du Règlement de Bruxelles.

C'est encore la Russie qui convoqua la première conférence de la paix, tenue en 1899 et dont l'œuvre principale fut le « *Règlement concernant les Lois et coutumes de la guerre sur terre* » annexé au texte de la première Convention de la Haye. Ce fut le premier des contrats dans lesquels les nations civilisées précisèrent, dans leur ensemble, les obligations de faire et de ne pas faire qui s'imposent aux belligérants.

Ce contrat fut signé, le 29 juillet 1899, par le comte de Münster, au nom de l'empire allemand.

Il ne semble pas que l'Allemagne, dès cette époque, ait attaché une grande valeur à la signature de son représentant. Car, en 1902, l'Etat-Major de l'armée allemande publia un livre inquiétant. C'était un manuel intitulé *Kriegsbrauch in Landkriege* (Les lois de la guerre sur terre.)(1) Cet ouvrage opposait aux lois écrites, aux prescriptions élaborées en temps de paix par des juristes, la tradition héréditaire de la race germanique; il mettait les officiers allemands en garde contre les conceptions humanitaires inspiratrices des Conférences de Genève, de Bruxelles et de la Haye, et il leur proposait des règles contradictoires, sur des points essentiels et nombreux, aux stipulations de la Convention de 1899.

Ce désaccord sembla de courte durée.

() Traduit en français par Paul Carpentier sous le titre « *Les lois de la guerre continentale* » (1902.)

L'Allemagne, en effet, participa à la Conférence internationale qui aboutit, le 6 Juillet 1906, à la nouvelle Convention de Genève. En outre, afin d'effacer le mauvais effet produit dans le monde diplomatique par le *Kriegsbrauch*, les plénipotentiaires allemands à la deuxième Conférence de la Haye, en 1907, prirent l'initiative d'une proposition renforçant les prescriptions du Règlement de 1899.

Cette proposition posait en principe:

1° Que le belligérant qui contreviendrait aux clauses de ce règlement serait tenu à une indemnité au profit de la partie lésée.

2° Que la responsabilité des excès individuels incom-
bait à l'Etat auquel ressortissaient les coupables. Ces
déclarations importantes furent adoptées par l'ensemble
des 44 Etats représentés à la rédaction de la nouvelle
Convention, où elles figurent à l'article 3, ainsi conçu: « La
partie belligérante qui violerait les dispositions dudit
Règlement sera tenue à indemnité s'il y a lieu; elle
sera responsable de tous actes commis par les personnes
faisant partie de sa force armée. »

Il paraissait ainsi que l'Allemagne officielle reniât
les théories du *Kriegsbrauch* in *Landkriege*. Cependant
aucun manuel nouveau, ni même aucune édition refondue
du manuel en question, ne furent publiés. Et tandis
que le gouvernement français encourageait la publication
pour les officiers français d'un manuel entièrement fondé
sur le Règlement de la Haye, le *Kriegsbrauch* continua
à représenter dans l'armée allemande la doctrine du-
haut commandement. (1) La proposition des plénipoten-

(1) *Les violations des Lois de la guerre par l'Allemagne*. Publication du
Ministère des Affaires étrangères 1915 Préface — Page 14.

tiaires de l'Allemagne à la conférence de 1907 demeura donc un leurre offert aux nations contractantes. C'est dès le temps de paix que l'Allemagne, tout en s'engageant solennellement à observer la Convention de la Haye, a marqué son dessein de la violer.

Ce dessein, elle l'a accompli dans toute son ampleur. Tous ses actes ont montré que les traités les plus solennels ne sont pour elle que des chiffons de papier et que les lois de l'humanité n'obligent pas les consciences allemandes. L'Allemagne est au dessus de tout, même du droit et de la morale. D'innombrables attentats contre les personnes et contre les biens, en France comme en Belgique, ont été commis par les armées allemandes.

Cette étude a seulement pour objet les infractions aux Conventions de la Haye envers les personnes. Le champ du crime allemand est si vaste qu'une seule portion fournit la matière d'un travail complet.

Le gouvernement français a institué le 25 Septembre 1914, une commission d'enquête chargée de constater sur place les violations du droit des gens commises par l'ennemi. Cette commission a relevé un nombre considérable de faits consignés dans neuf rapports, publiés de 1914 à 1917.

Une commission d'enquête fut également constituée, le 7 Août 1914, par M. Carton de Wiart, ministre de la Justice de Belgique. Ses vingt-deux rapports ont été publiés.

Les enquêtes françaises et belges aboutissent aux mêmes constatations de meurtres et d'attentats divers contre les personnes.

La seule différence est que les Allemands ont

pratiqué en grand, sur le territoire belge, la méthode d'atrocité. La Belgique s'est trouvée la première sur le chemin de l'invasion; c'est donc elle d'abord qu'il a fallu épouvanter. Aussi bien convenait-il, aux yeux des Allemands, de punir ce pays perpétuellement neutre de sa résistance imprévue.

Le nombre infini de crimes contre les personnes commis par les Allemands au cours de la Guerre a déjà donné lieu à une abondante et triste littérature.

En dehors des Enquêtes officielles du Gouvernement français et du gouvernement belge, de nombreuses enquêtes privées, de nombreux livres et brochures, de nombreux récits individuels ont été publiés.

Nous ne referons pas des descriptions connues de tous. Notre œuvre sera principalement juridique, ainsi que l'indique son titre même.

Nous nous demanderons d'abord quelles dispositions précises des Conventions de la Haye ont été violées par les Allemands, en France et en Belgique; nous examinerons à cet égard les infractions envers les combattants et envers les non-combattants.

Puis, cherchant à saisir les caractères profonds des crimes de guerre, tels qu'ils se présentent à la fois dans la réalité et dans la mentalité germanique, nous verrons que ces crimes ont été prémédités, qu'ils sont l'application d'une doctrine exclusive du respect des Conventions internationales, qu'ils ne peuvent invoquer aucune sorte de justification. Le problème de la sanction se présentera alors à notre attention, sous sa double forme, théorique et pratique.

CHAPITRE PREMIER

Infractions envers les Combattants

Emploi d'armes et de projectiles interdits. —

Gaz asphyxiants. — Massacres de prisonniers et de blessés. — Procédés déloyaux de combat. —

Violations de la Convention de Genève.

La première Conférence de la Haye a rédigé trois déclarations dont l'objet était :

1^o L'interdiction des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent dans le corps humain.

2^o L'interdiction, pour une durée de cinq ans, de lancer des projectiles ou des explosifs du haut des ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux;

3^o L'interdiction de l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

De ces trois déclarations, qui constituaient de véritables conventions, la première et la troisième, faites sans limitation de durée, étaient seules obligatoires.

La première, interdisant l'usage des balles qui s'épa-

nouissent ou s'aplatissent dans le corps humain, était la suite de la Convention de Saint-Petersbourg du 11 décembre 1868, laquelle prohibait les projectiles explosibles de moins de quatre cent grammes (1).

Celle-ci était ainsi conçue: «Les parties contractantes s'engagent à renoncer mutuellement, en cas de guerre entre elles, à l'emploi par leurs troupes de terre ou de mer de tout projectile d'un poids inférieur à quatre cents grammes, qui serait ou explosif ou chargé de matières fulminantes ou inflammables.»

Quant à la déclaration faite à la Haye, le 29 Juillet 1899, elle portait ce qui suit: «Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incision.»

La science allemande s'est déshonorée en s'appliquant à des œuvres d'inutiles destructions et à la création d'inutiles souffrances. Il est surabondamment établi que les soldats allemands se sont servis fréquemment, dans les combats, de balles munies d'un dispositif destiné à rendre les blessures plus cruelles et plus dangereuses (projectile retourné dans la cartouche, balles coupées, aplaties ou évidées; balles fendues longitudinalement en quatre, depuis la pointe jusqu'au quart de la longueur de sorte que, quand le projectile a pénétré dans les chairs, l'enveloppe s'écarte, en formant une étoile à quatre pointes; baïonnettes garnies d'encoches en dents de scie).

(1) Les troupes allemandes se sont servies contre les aviateurs de tous petits obus projetés en grand nombre. Les balles fulminantes dont était pourvu l'équipage d'un Zeppelin pour le détruire au besoin étaient employées au mépris de la Convention de Saint-Petersbourg.

PILLET; *Les Conventions de la Haye*. Page 212 et note

Pour nous en tenir au point spécial qui nous occupe, il est certain que l'interdiction des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent dans le corps humain a été maintes fois violée par les Allemands au Cours de la guerre.

Dès le début des hostilités, l'autorité militaire française a eu connaissance de faits précis et dûment constatés établissant à la charge des Allemands l'emploi des balles dont il s'agit. L'Etat-major allemand, en septembre 1914, prétendit qu'on aurait trouvé sur les prisonniers français et anglais des paquets de balles dum-dum, et, en conséquence, il fit connaître que les troupes allemandes emploieraient désormais des balles semblables. A cette allégation mensongère le gouvernement français répondit par une communication rétablissant la vérité et montrant que seuls, et dès les premiers jours, les Allemands avaient fait emploi des projectiles interdits. (1)

L'emploi de projectiles et d'armes interdits par les conventions internationales fut de nouveau constaté par la Commission Française d'enquête, dans son rapport du 1^{er} Mai 1915

De même la Commission belge, dans son septième rapport, déclare, au témoignage des médecins et des experts, que les blessures soignées n'ont pu être faites que par des balles dum-dum et que les balles saisies sur des Allemands sont des balles expansives illicites.

Quant à l'interdiction concernant les gaz asphyxiants ou délétères, elle mérite d'être examinée attentivement.

Les attaques avec emploi d'engins asphyxiants ont com-

(1) Lettre du Ministre de la Guerre (M. Milerand) en date du 20 Septembre 1914, à Bordeaux, au ministre des affaires étrangères. Voir la Publication du Ministère des Affaires étrangères. *Les violations des Lois de la guerre par l'Allemagne* Tome 1 Page 151.

mencé, le 22 avril 1915, contre le front français. Du 22 au 26 avril elles ont continué successivement contre les lignes françaises, anglaises et belges. Un mémorandum du gouvernement français, en date du 29 avril, après avoir constaté l'emploi sur les troupes allemandes de liquides enflammés et de gaz, concluait en ces termes: « En conséquence, le Gouvernement de la République entend, en s'inspirant uniquement de ses besoins militaires, recourir à tous les moyens qui lui paraîtront propres à mettre les soldats et les autorités militaires allemandes hors d'état de commettre leurs méfaits et leurs meurtres. »

Le quatorzième rapport de la Commission d'enquête belge, en date du 24 avril 1915 eut également pour objet l'emploi des gaz.

Pour chasser les gaz asphyxiants, les Allemands ont employé divers moyens: (1)

- a/ — Feux allumés devant les tranchées; les gaz qui s'en dégageraient étaient poussés par le vent dans la direction des positions ennemies;
- b/ — Bonbonnes lancées dans les tranchées, soit à la main, soit avec des engins;
- c/ — tubes dégageant des gaz;
- d/ — obus contenant des gaz asphyxiants.

La Commission belge signalait à la conscience publique « ce nouvel attentat longuement prémédité commis par les troupes allemandes après tant d'autres violations des lois de la Guerre. »

Cependant le texte de la Déclaration de la Haye

(1) *Rapports sur la violation du droit des Gens en Belgique*. Publication officielle du Gouvernement belge: Deuxième volume: quatorzième Rapport. Page 20.

du 29 Juillet 1899 est de nature à inspirer au juriconsulte, dont la conscience se révolte, certaines hésitations. Les procédés d'émission des gaz étaient multiples. Or le texte en question est conçu de la manière suivante: «Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.»

Ainsi que l'a observé M. Pillet (1) la forme restrictive de cette rédaction a été inspirée par l'idée de ne point condamner les obus chargés d'explosifs répandant des gaz de cette nature, mais qui sont utilisés pour leur effet destructif. Si l'on avait posé une règle absolue, l'emploi de tous les projectiles explosifs aurait pu être considéré comme condamné, et ce n'est pas ce que l'on voulait.

«Il n'en résulte pas moins, continue M. Pillet, que la teneur de la règle posée est fort douteuse. On n'use guère d'obus dans le but unique de répandre des gaz, et réduite à cette mesure la portée de l'interdiction formulée, serait à peu près nulle. Au contraire, la guerre actuelle a vu inaugurer le procédé qui consiste dans l'émission de nappes de gaz ou de vagues de flammes. Ces dernières ne tombent pas sous le coup de la déclaration. L'usage des gaz asphyxiants ou délétères non plus, mais cet usage e t-il réprouvé par la Convention sur les lois et coutumes de la guerre lorsqu'elle prohibe le poison et les armes empoisonnées? Cela est encore douteux, car cette règle a été posée à une époque où l'on ne songeait nullement à ce mode de combat et où ce que l'on entendait prohiber, c'était l'empoisonnement sous la forme habituelle, en jetant du

(1) *Les Conventions de la Haye*. Page 244.

poison dans des sources ou en le mêlant à des aliments. Il en résulte que les Allemands pourraient défendre au point de vue des textes la légitimité de ces armes nouvelles, qui ont suscité contre eux le cri de la Conscience publique. Ils ne le pourraient pas en se plaçant au point de vue des usages, car les usages se modifient avec les moyens de guerre eux mêmes et l'argument d'analogie peut être invoqué plus facilement qu'en présence d'un texte dont on peut toujours soutenir le caractère rigoureux. Il aurait fallu au moins que l'on donnât au texte une largeur plus grande.

S'ils peuvent arguer d'un texte insuffisant, les Allemands sont du moins condamnés par les usages et par l'humanité. L'emploi des vagues de flamme et des gaz rentre dans la catégorie des moyens barbares contre lesquels toutes les représailles sont bonnes.

Ce qui précède concerne les combattants actifs. Les Allemands ne se sont pas montrés plus respectueux du droit des gens à l'égard des Combattants mis hors de combat. Suivant les dispositions de l'article 23 du Règlement de la Haye:

c/ « Il est interdit:

c/ de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;

d/ de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier.

La Commission française d'enquête a signalé de nombreux massacres de prisonniers et de blessés (1). Des formations compactes de blessés et de prisonniers ont été pas-

(1) *Rapports*. Tomes, III-IV pages 10 et suivantes et Procès-Verbaux annexés.

sées par les armes en vertu d'ordres supérieurs. D'ailleurs beaucoup de blessés ont rapporté que, quand ils étaient restés étendus sur le champ de bataille, ils avaient assisté au meurtre de camarades achevés à coups de fusils ou de revolver, à coups de crosse ou de baïonnette, par des soldats, des sous-officiers et des officiers allemands. D'autres, très nombreux également, ont déclaré qu'eux-mêmes avaient été l'objet de tentatives d'assassinat, au cours desquelles ils avaient reçu de nouvelles blessures. Ces faits se sont passés partout où l'on a combattu.

Les enquêtes judiciaires, recueillies par la Commission, ont prouvé que l'inhumanité des troupes allemandes s'est manifestée également à l'égard des prisonniers.

Des faits du même ordre ont été relevés par la Commission d'enquête belge.

L'article 23 du Règlement de la Haye formule aussi, pour le combat, une règle élémentaire de loyauté. Ce texte interdit d'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève.

Or les Allemands ont contrevenu à chacun de ces points de la disposition, tant en France qu'en Belgique.

Le mépris de l'humanité a été poussé jusqu'à la violation des engagements les plus sacrés pris par les nations civilisées. Il s'agit des articles 6 et 9 de la Convention de Genève, renouvelée le 6 Juillet 1906.

« Les formations sanitaires mobiles (c'est-à-dire celles qui sont destinées à accompagner les armées en campagne) et les établissements fixes du service de Santé seront respectés et protégés par les belligérants.

« Le personnel exclusivement affecté à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades, ain-

si qu'à l'administration des formations et établissements sanitaires, les aumôniers attachés aux armées seront respectés et protégés en toute circonstance; s'ils tombent entre les mains de l'ennemi, ils ne seront pas traités comme prisonniers de guerre.»

Or les Allemands ont feint d'ignorer d'une façon absolue les immunités ainsi garanties au personnel médical des armées. Ils ont fait prisonniers des médecins, tiré sur eux fréquemment, ouvert à chaque instant le feu sur les brancardiers ou les infirmiers, bombardé les ambulances ainsi que les voitures sanitaires (1). Loin de prendre les précautions pour épargner les édifices consacrés aux cultes, aux arts, à la bienfaisance ils se sont presque toujours acharnés contre eux (2) et cela pour y atteindre exclusivement des non-combatants. A côté de ces faits, d'un caractère général, et qui résultent d'un très grand nombre de dépositions, — d'autres faits plus spéciaux ont démontré les sentiments de haine implacable qui animaient nos ennemis : ce furent les agressions commises par des blessés allemands envers les Français qui les secouraient.

Le septième rapport de la Commission d'enquête belge a aussi relevé l'attaque par les troupes allemandes de colonnes d'ambulance, la détention du personnel médical, envoyé fréquemment en Allemagne, l'abus du drapeau blanc et des insignes de la Croix-Rouge.

Pour détourner l'indignation soulevée par de tels ac-

(1) *Commission française d'enquête*. Tomes III IV. Page 23 et suivantes Procès-verbaux annexés. Voir aussi tome I, chapitre 5; Violations de la Convention de Genève.

(2) PIC. *Violation systématique des Lois de la guerre par les Austro-Allemands*. Questions de guerre, 1915 p.236

tes, ainsi que sur les massacres de prisonniers, la presse allemande a répandu contre les femme belges l'odieux reproche de crever les yeux des blessés. Aussitôt s'éleva en Belgique une clameur de protestation. Les médecins des grands hôpitaux allemands furent interrogés et déclarèrent n'avoir rencontré aucun cas de semblable cruauté. Le « Vorwärts », l'organe principal du socialisme allemand à cette époque, ouvrit une information; et, dès le lendemain, il dut reconnaître que le grief manquait de preuve. En outre une Commission officielle d'enquête, nommée à Berlin, déclara à l'unanimité n'avoir constaté aucun fait qui puisse être retenu à la charge des femmes belges (1).

Ici, comme ailleurs, les Allemands ont voulu se défendre en attaquant.

1) *Publication officielle du gouvernement belge*. Tome 1 Préface p. 17 18.

CHAPITRE DEUXIÈME

Infractions envers les non Combattants

*Assassinats. — Viols. — Civils employés comme
boucliers. — Otages. — Applications de prétendues peines
collectives. — Assassinats au cours de la guerre
sous-marine et aérienne. —*

Déportations en vue du travail forcé.

Si les Allemands ont souvent méconnu les règles relatives aux Combattants, ils ont, plus fréquemment et plus gravement encore, foulé aux pieds celles qui tendent à la protection des non-combattants. Leur cruauté systématique à l'égard des paisibles habitants des régions attaquées ou envahies dépasse toute imagination.

C'est cette malheureuse population sans armes, en grande partie composée d'êtres inoffensifs, de femmes, d'enfants, de prêtres, de vieillards, qu'avaient surtout voulu sauvegarder les législateurs de la Haye. Mais c'est elle que va le plus durement frapper l'armée allemande.

Un jurisconsulte, trop tôt ravi pendant la guerre à la science du droit international, a fait cette juste remarque :

« Nous sommes plus irrités par un acte réputé par nous injuste et que nous n'hésitons plus à qualifier de crime, que par un fait normal de guerre, même entraînant de graves conséquences pour les choses ou les personnes. L'exécution sommaire par un belligérant d'un habitant inoffensif nous émeut plus que la mort de centaines de soldats dans un engagement régulier. » (1).

C'est que, entre l'un et l'autre de ces faits, il y a la différence d'un acte permis par le droit des gens à un acte constituant un crime contre le droit des gens.

Tout le droit de la Guerre, et, spécialement, le règlement de la Haye, reposent sur la distinction des combattants et des non-combattants.

Le Règlement de la Haye, qui précise cette distinction, a pris comme base de ses travaux la déclaration de 1874. Or, en 1874, la question présentait un grand intérêt. Pendant la guerre de 1870, en effet, les Allemands avaient affecté de tenir les francs-tireurs pour des combattants irréguliers, considérant leurs faits de guerre comme autant de brigandages et allant jusqu'à exercer des représailles contre la population civile des localités où ces faits s'étaient produits. On les vit massacrer une colonne de mobiles faisant partie de l'armée régulière, sous le prétexte que ces mobiles ne

(1) LOUIS RENAULT : *Discours prononcé à la séance publique de l'Institut de France*, le 23 octobre 1914. « Qu'est-ce qu'un meurtre de plus, a dit aussi M. Painlevé, quand des nations entières sont vouées à l'extermination. Et pourtant, au simple récit de l'exécution de Miss Cavell, l'univers civilisé a tressailli d'indignation et d'horreur. » Discours de M. Paul Painlevé au Trocadéro, le 28 novembre 1915. Reproduit dans le Bulletin de la Ligue des droits de l'Homme Avril 1916.

portaient pas l'uniforme, ce qui était d'ailleurs inexact (1).

C'est pour prévenir la répétition de semblables excès qu'on réglementa les conditions auxquelles les individus appartenant à des formations volontaires seraient tenus pour des combattants réguliers.

L'article 1^{er} du Règlement de la Haye reconnaît la qualité de troupes régulières aux milices et corps de volontaires réunissant les quatre conditions suivantes: avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés, posséder un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance, porter les armes ouvertement et se conformer aux lois et coutumes de la guerre.

Et l'article 2 dispose ainsi: «La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion, sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante, si elle porte les armes ouvertement et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.»

Ainsi, non seulement les corps de francs-tireurs portant un uniforme ou un insigne visible, ainsi qu'il en avait été en 1870, étaient désormais assimilés aux troupes régulières; mais, en outre, l'attribution de la qualité de belligérant à la population d'un territoire non occupé, prenant spontanément les armes, devait couper court à toute discussion sur la régularité plus ou moins grande des rassemblements armés que les circonstances pourraient amener à entrer dans la lutte.

Les Allemands ne se sont pas embarrassés des rè-

(1) MORIN *Lois relatives à la guerre*. 1 page 228 et suivantes

gles du droit. Ils ont fait la guerre *absolue*, c'est-à-dire la guerre à tous les nationaux, *civils* ou combattants, des pays ennemis, et par tous les moyens, même les plus criminels.

Assassinats - Viols

En Belgique, les troupes allemandes se sont vengées sur les populations civiles de leurs mécomptes et de la résistance qu'elles ont rencontrée de la part de l'armée belge. Sacs et massacres de Aerschot, de Louvain, de Visé! massacres dans la province du Luxembourg où les fusillades ont fait plus d'un millier de victimes (1). Dans la même province les cas de viol ont été nombreux; dans une localité, une femme a été violée par 12 soldats qui avaient tué son mari! Massacres de Tamines, d'Andennes, de Dinant, d'Hastière, d'Hermeton et de Surice! (2) Massacres de Warsage (3), massacres dans les provinces de Liège et du Limbourg (4), de Namur (5), du Hainaut (6)! La liste est loin d'être complète.

Partout c'est le pillage, puis l'incendie allumé systématiquement, rue par rue, à l'aide de pompes à pétroles, de grenades, de fusées et d'ingrédients spéciaux. On tire sur les civils qui cherchent à combattre l'élément destructeur, et, comme à Sempst, à Nérent, à Louvain, à Liège, à Dinant, on

(1) Huitième rapport de la Commission d'Enquête belge

(2) Onzième rapport.

(3) Seizième rapport.

(4) Dix-septième rapport.

(5) Vingtième rapport.

(6) Vingt-deuxième rapport.

pousse dans les flammes les familles qui cherchent à fuir leur toit embrasé (1).

En même temps on choisit des otages parmi les notables qui répondront sur leur vie des actes imputables même à des militaires.

« La prise d'otages n'arrête pas le massacre des habitants qui ont encouru le soupçon ou excité la mauvaise humeur d'un soldat (2). Les femmes et les enfants ne sont pas épargnés. Ce qui reste de la population mâle, les mains liées derrière le dos, est poussé à coups de crosse dans une église ou quelque autre local, où on l'abreuve d'ignominies; enfin on la chasse, comme un troupeau, soit pour jouer le rôle d'un bouclier vivant en tête d'une colonne exposée au feu de l'ennemi, soit pour la diriger finalement sur l'Allemagne où on la forcera d'exécuter certains travaux, comme à l'époque de l'esclavage antique... »

Des excès sanglants, comparables à ceux qui ont désolés la Belgique, ont été constatés par la Commission française d'enquête, en Lorraine, en Champagne, dans l'Oise, l'Aisne et la Somme, Assassinats, individuels ou collectifs, sévices divers et violences graves contre les personnes.

Les Rapports, belges et français, énumèrent un assez grand nombre d'attentats dus à la plus ignoble bestialité : des victimes de huit ans et des victimes octogénaires, toute une escouade acharnée contre une malheureuse; les parents obligés à regarder; des religieuses outragées; le crime perpétré dans la chambre d'un mort tué pour avoir tenté de l'empêcher etc... etc... Que dire aussi de ce fait accompli dans certaines

(1) Douzième rapport.

(2) Douzième rapport.

communes françaises, comme Fréniches et Guiscard (1), où toutes les jeunes filles, convoquées dans la maison affectée aux consultations du médecin militaire, ont dû subir l'examen le plus brutal et le plus révoltant, malgré leurs protestations et leurs cris.

« Partout où ils sont passés lisons-nous dans le réquisitoire accablant dressé par M. le Procureur Général Loubat (2) les soldats impériaux ont accumulés les crimes contre la pudeur des femmes, des jeunes filles et même des enfants en bas âge.

« Le nombre de leurs victimes restera toujours inconnu et scellé par le secret des familles. Les seuls faits établis par les enquêtes officielles suffisent à marquer d'une éternelle honte les armées qui ont pu ainsi se déshonorer,

« M. le Professeur Pic écrit avec juste raison (3).

« Ces nobles champions de la kulture qui ont l'audace de se draper en représentants d'une civilisation supérieure ont par leurs actes, déshonoré l'humanité et se sont ravalés au dernier degré de la sauvagerie ou de l'animalité. »

Civils

employés comme boucliers

Article 23. — Il est interdit à un belligérant de

(1) Huitième Rapport à la Commission.

(2) LOUBAT, *Le droit des gens et la guerre de 1914*. Revue politique et parlementaire mars 1915 p. 229.

(3) PIC *Violation systématique des lois de la guerre par les austro-allemands*. (Questions guerre 1915 p 232

forcer les nationaux de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays.

Article 24 — Il est interdit à un belligérant de forcer la population d'un territoire occupé à donner des renseignements sur l'armée de l'autre belligérant ou sur ses moyens de défense.

En violation de ces dispositions il est arrivé en maintes circonstances que des civils, des femmes, des enfants ont été saisis et obligés de marcher en avant-garde.

Le septième rapport de la Commission d'enquête belge contient de nombreuses dépositions de civils et de militaires qui attestent que les Allemands les ont contraints à leur servir de guide, les ont forcés à exécuter des travaux militaires ou ont fait marcher devant leurs troupes des soldats belges prisonniers et une partie de la population civile.

De même la Commission d'enquête française a constaté qu'à de nombreuses reprises les Allemands se sont servis de prisonniers militaires ou civils comme de boucliers pour se protéger contre le feu des troupes françaises (1). Ces faits, de la plus évidente barbarie, tombent sous le coup des textes précités.

Si l'on ne peut pas forcer un homme à tirer sur ses concitoyens, on ne peut pas non plus le contraindre à protéger l'ennemi qui tire et à lui servir de *bouclier* vivant. C'est, dans les deux cas, l'obliger à des opérations de guerre contre ses propres nationaux, l'exposer au péril et lui faire la plus douloureuse des violences morales.

(1) Voir Rapports et Procès-Verbaux d'enquête de la Commission, tome 1 Pages 11 37 57 184 185. — Tomes II p. 27 67 Tomes 3 et 4 Procès-verbaux et documents divers pages 35 et suivantes.

Otages

La Convention de la Haye n'a pas prohibé en termes formels la pratique des otages. Mais il n'est pas douteux qu'elle la condamne, en déclarant, dans son Préambule, que les populations restent sous la sauvegarde du droit des gens, tel qu'il résulte des usages, des Lois de l'Humanité et des exigences de la conscience publique.

Au surplus l'article 46 déclare que « la vie des individus doit être respectée » la vie des otages, par conséquent, comme celle des autres.

Or n'est-ce pas une pratique manifestement contraire à l'humanité que celle de prendre des otages, de priver des citoyens de leur liberté, de les plonger, eux et leurs familles, dans d'épouvantables angoisses, de les rendre responsables de faits qui leur sont totalement étrangers?

Les chefs allemands sont partis de cette idée, qu'un homme peut, à raison de sa situation notable dans une localité, être rendu responsable de tous les faits d'hostilité qui s'y commettent ou qui y sont tentés.

On ne recherche pas si cet homme a participé, directement ou indirectement, aux actes dont l'autorité militaire se plaint, on n'examine pas s'il était en son pouvoir de les empêcher, si, même, il en a été prévenu.

Par ce seul fait qu'il est de la commune, qu'il a de la richesse et de l'influence, il doit garantir l'ennemi et payer de sa bourse, sinon de sa vie. Rien n'est plus absurde. La souffrance qu'on inflige à l'otage n'est pas une peine pour le passé, puisqu'aucune culpabilité ne peut lui être reprochée; elle n'est pas non plus une garantie pour l'avenir, puisqu'on n'est garant que de ce qu'on peut exécuter ou empêcher. Pré-

lever de la douleur sur l'élite d'une localité est un acte aussi dépourvu de raison que d'humanité. Et que dire lorsque les otages sont fusillés sans que la moindre faute personnelle soit relevée à leur charge?

En 1870, les Allemands plaçaient des otages français sur les locomotives des trains qui amenaient des troupes sur le front ou qui en revenaient.

Dans la dernière guerre ils employèrent largement la pratique des otages, tant en Belgique qu'en France.

En Belgique (1), la prise d'otages fut systématique. Le traitement de ceux-ci a beaucoup varié. Dans certaines localités, ils n'ont pas été sérieusement maltraités; dans d'autres, ils ont subi des traitements indignes. Parfois les otages ont été transportés dans d'autres localités et même emmenés en Allemagne.

En France, la Commission d'enquête a signalé de nombreux faits de prise d'otages (2).

Application de prétendues peines collectives

Mais les Allemands ne s'en sont pas pris seulement à quelques individualités. Elargissant le cercle de leurs victimes, ils ont souvent englobé, dans une même solidarité, soit une catégorie, soit la totalité des habitants d'une commune.

(1) Sixième et huitième Rapports de la Commission officielle.

(2) Voir notamment le Martyre des Otages de Sompuis, Tome 5 pages 8 et suivantes.

Ils ont mis en pratique le principe de la responsabilité collective. «Principe dangereux entre tous, dit M. J. Van den Heuvel (1), qui permet facilement de redoutables abus, ouvre la porte aux exactions et conduit directement aux atrocités les plus condamnables.»

Dans le but de prévenir ce danger, la Conférence de la Haye de 1899 avait édicté la disposition suivante.

Article 50. — Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.*»

Cette règle est générale et s'applique, non seulement pour les amendes, mais pour toute peine pécuniaire ou non, que l'on prétend infliger à l'ensemble de la population.

Les Allemands ont souvent violé cette règle. Sous le prétexte que des actes d'hostilité avaient été commis, qu'on avait tiré sur leurs troupes, ils ont établi des peines collectives. On a vu ainsi se dérouler à travers la Belgique une longue chaîne de forfaits: Contributions excessives, destructions impitoyables, exodes forcés et tueries barbares.

Le principe sacré de civilisation formulé par l'article 46 de la Convention de la Haye: «La vie des individus doit être respectée» a été foulé aux pieds par les chefs allemands avec un mépris sans bornes de l'espèce humaine. Dans les populations les plus tranquilles et les plus honnêtes des coupes sombres ont été pratiquées.

(1) Préface de la Publication officielle du Gouvernement Belge. (*Rapports de la Commission d'enquête*) Page 24.

Assassinats au Cours de la guerre sous-marine et aérienne

Il convient de relever de nombreux attentats contre les personnes au cours de la guerre sous-marine, spécialement contre la navigation française.

Les naufrageurs, au mépris des devoirs les plus élémentaires d'humanité et des règles les plus incontestées du droit international, ne se sont généralement pas préoccupés d'assurer la sauvegarde des équipages ou des passagers (1).

Faut-il rappeler ici les noms des vapeurs français le *Sussex*, *Mira*, *Socoa*, etc.

Plus révoltantes encore furent les agressions commises par les submersibles allemands à l'égard de pêcheurs inoffensifs, qu'ils envoyèrent implacablement à la mort en les abandonnant en pleine mer sur les plus frêles esquifs, après avoir coulé leur bateau.

De ces crimes doivent être rapprochés ceux qui ont été perpétrés au cours de la guerre aérienne.

Le Règlement de la Haye contient trois articles à propos des bombardements. L'article 25 interdit de bombarder, par quelque moyen que ce soit, les villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus. L'article 26 dispose que le Commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Enfin l'article 27 prescrit que, dans les bombarde-

(1) Voir le septième rapport de la Commission d'Enquête,

ments, les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Ces trois articles ont été violés. De nombreuses localités non défendues ont été soumises à des bombardements, terrestres et aériens. Des localités fortifiées et défendues, ont été bombardées sans aucun avertissement. Enfin ni les édifices culturels, artistiques, historiques ou de bienfaisance, ni les hôpitaux n'ont été épargnés.

Mais ce qu'il nous appartient de noter particulièrement ici, c'est que les morts de non-combattants causés par des bombardements effectués en contravention des textes précités constituent de véritables assassinats. La liste en est longue, depuis les premiers essais des avions allemands sur Paris, en 1914, jusqu'aux grands raids de Gotha de 1918 et jusqu'au massacre de l'église Saint-Gervais perpétré par la pièce allemande à longue portée!

Déportations en vue du travail forcé

Le Règlement de la Haye, d'accord avec la coutume et les principes du droit des gens, condamne les déportations de civils effectuées en vue du travail forcé (1).

Les combattants tombés aux mains de l'adversaire

(1) Voir : « Les déportations du Nord de la France et de la Belgique en vue du travail forcé et le droit international » par Jules Basdevant 1917.

sont faits prisonniers de guerre et transportés au point que le capteur juge convenable; ils peuvent être astreints au travail. Il existe pour eux une obligation générale de travail consacrée et réglementée par l'article 6. Au contraire les non-combattants, les habitants du territoire occupé, ne sont pas prisonniers de guerre. Il n'existe pas à leur charge d'obligation générale de travail. L'envahisseur ou l'occupant peut seulement exiger d'eux certains services, par exemple pour l'exécution d'une tâche déterminée: transporter des blessés, enterrer des morts etc. L'article 52 qui les vise emploie des formules restrictives: « des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telles nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie. — Ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandement dans la localité occupée.»

Parlant des combattants prisonniers de guerre, l'article 6 emploie au contraire une formule très large: «L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre...»

Le rapprochement des articles 6 et 52 impose donc une conclusion certaine. En principe les prisonniers de guerre sont à la disposition de l'Etat capteur, tandis que les habitants ne peuvent être astreints qu'à certains travaux. L'occupant peut réclamer de ces derniers des services «pour les besoins de l'armée d'occupation» et en limitant ses exigences «aux ressources du pays». Il en résulte que les services requis doivent l'être sur place, pour les besoins de l'armée d'occupation (transports des approvisionnements, construction de baraquements destinés aux hôpitaux, par exemple), et

que les habitants ne doivent pas être transportés et employés à la satisfaction des besoins généraux de l'Etat envahisseur.

D'autre part les termes de l'article 6, suivant lequel les travaux imposés aux prisonniers « n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre » s'appliquent a fortiori aux travaux imposés aux non-combattants. Et l'article 52 fait une application à ces derniers d'une règle générale en décidant que les services exigés des habitants « seront de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie. »

Enfin l'article 46 du Règlement dispose : « L'Honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes seront respectés. » Le mot propriété ne doit pas être pris ici dans son sens juridique étroit de droit exclusif d'un individu sur une chose matérielle ; il convient plutôt de l'envisager au sens de droit exclusif de l'homme ayant une valeur économique. « Dans la propriété ainsi entendue, dit M. Basdevant (1), rentre le droit pour l'homme de disposer de sa capacité de travail : c'est la seule propriété que possèdent un grand nombre d'hommes et elle n'en est que plus précieuse. » La déportation porte une grave et évidente atteinte à cette propriété. Cet article 46 ne fait pas mention expresse de la liberté individuelle, mais son esprit est à coup sûr d'en imposer le respect.

Le droit conventionnel du Règlement de la Haye ne fait du reste que traduire les solutions admises antérieurement par la coutume. La déportation de civils en vue du travail forcé a été, pendant la grande guerre, une innovation qui

(1) Basdevant *Op. Cit.* pages 44 et suivantes

ne pouvait s'autoriser d'aucun précédent moderne. Ni dans les guerres de la Révolution ou de l'Empire, ni dans les guerres postérieures, nul n'a porté atteinte au principe de la liberté individuelle des populations paisibles (1). Les instructions de 1863 pour les troupes en campagne des Etats-Unis condamnent l'antique coutume de la captivité des populations et déclarent que les simples citoyens ne sont plus réduits en esclavage ou déportés.

Le manuel des Lois de la guerre continentale (*Kriegsbrauch im Landkriege*), publié en 1902 par la section historique du grand Etat-Major allemand établit lui aussi l'opposition entre le droit ancien qui admetait l'exode forcé des habitants et le droit nouveau qui respecte, en principe, leur liberté individuelle (2).

La condamnation, prononcée contre les déportations de civils par les stipulations du Règlement de la Haye et par la coutume, est confirmée par les principes du droit des gens. Le préambule de la Convention de la Haye constate que, dans les cas non prévus par ses dispositions expresses, les populations restent « sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre les nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique. »

Or il n'est pas douteux que les lois de l'humanité sont gravement méconnues par les souffrances matérielles et morales des déportés et par l'atteinte portée aux sentiments de

(1) Voir à cet égard la lettre adressée le 16 octobre 1916 par les Sénateurs et notables d'Anvers au baron Von Bissing — Passelecq : *Les déportations belges à la lumière des documents allemands*, 1917, p. 258 suivantes.

(2) Voir les citations dans Basdevant op. cit. page 39.

famille. L'humanité réprouve l'esclavage. Et qu'est-ce que la déportation de civils en vue du travail forcé, sinon une sorte d'esclavage temporaire?

Quant à la conscience publique, elle s'est exprimée, soit par la voix de gouvernements neutres, soit par celles des représentants de l'opinion, presse et groupements sociaux, lors des mesures de déportation par les Allemands (1).

C'est surtout en Belgique que ces mesures ont été pratiquées (2). Mais le même système a été appliqué en France. La déportation des habitants de Lille, en avril 1916, a soulevé l'indignation générale (3). Le 25 juillet suivant, le gouvernement de la République, en adressant aux Puissances neutres une protestation contre les procédés inhumains de l'Allemagne envers les populations françaises du territoire envahi, dénonçait spécialement la violence dont furent victimes les habitants du département du Nord, arrachés en grand nombre à leur foyer et à leur famille, et transportés dans des régions plus ou moins éloignées pour y être contraints au travail (4).

Le département du Nord n'est pas, du reste, la seule région qui ait été l'objet de déportations. Quant au régime imposé aux prisonniers civils français dans les camps, locaux d'internement et forteresses d'Allemagne, il a été décrit

(1) Basdevant *Op. Cit.* Pages 48 et suivantes.

(2) Tout le livre de M. Passelecq, abondamment documenté, leur est consacré

(3) Voir sixième Rapport de la Commission d'Enquête

(4) Note adressée par le Gouvernement de la République française aux Gouvernements des Puissances neutres sur la conduite des autorités allemande à l'égard des populations des départements français occupés par l'ennemi.

dans le rapport du 8 mars 1915 de la commission d'enquête.

Non contents de mettre, par la déportation, des hommes mobilisables dans l'impossibilité de porter les armes contre eux, les Allemands ont réduit en captivité un très grand nombre de vieillards, d'enfants et de femmes dont quelques-unes même étaient enceintes. Les membres d'une même famille ont été séparés et envoyés dans des camps différents. De jeunes enfants ont été compris dans d'autres convois que leurs mères, et des femmes ont longtemps ignoré le sort de leurs maris.

Les prisonniers civils ont eu à supporter, pendant la durée de leur transfèrement, beaucoup de privations et de souffrances. Ils ont eu aussi de nombreuses raisons de se plaindre dans les lieux de concentration où ils ont été internés en Allemagne, aux points de vue du logement, de la propreté, de l'hygiène et de l'alimentation. La plupart dé-
faillaient presque d'inanition.

Dans un certain nombre de camps, les prisonniers étaient astreints à un travail plus ou moins pénible (sur les routes ou dans les champs, travaux de terrassement, manœuvre de rouleaux à écraser les cailloux, trait de chariots, confections de tresses et de paillassons, déchargement de wagons.) D'autres trainaient des voitures de vidanges, à l'aide d'une corde à laquelle étaient attelés quatre-vingts hommes environ; cette dernière corvée était particulièrement pénible pour des gens épuisés, parce que les lourds véhicules s'enfonçaient dans le sable, mais elle était encore moins redoutée que celle qui consistait à transporter à pleins bras la paille pourrie et remplie de vermine sur laquelle on avait couché dans les tentes.

Lorsque le travail était insuffisant ou lorsque les prisonniers avaient commis des actes jugés contraires à la discipline, ils étaient victimes de sévices graves.

Il est particulièrement intéressant de noter que les internés étaient parfois contraints de travailler à des tranchées, à des déterrements ou relèvement d'obus qui n'avaient pas éclaté, après les expériences de tir.

Lorsque les déportés furent rapatriés, leur aspect était lamentable. Ecoutons le rapport du 8 mars 1915 « Pendant le cours de notre enquête, dit le rapporteur de la Commission, nous n'avons cessé d'entendre la toux obsédante qui déchirait les poitrines. Nous avons vu de nombreux jeunes gens dont la gaieté semblait morte et dont les visages émaciés et pâlis décejaient la tare physique déjà peut-être irréparable. Aussi la pensée nous venait-elle malgré nous que la scientifique Allemagne, qui se targue si volontiers d'avoir toujours marché à la tête des nations dans la lutte contre la tuberculose, semble avoir appliqué son esprit de méthode à préparer dans notre pays la propagation du fléau redoutable qu'elle a si ardemment combattu chez elle.

« Nous n'avons pas été moins profondément émus en voyant des femmes pleurer leurs foyers abandonnés, leurs maris, leurs enfants disparus ou retenus captifs et en remarquant sur la physionomie d'un grand nombre de prisonniers et jusque dans leurs attitudes, l'empreinte morale laissée par un régime odieux, inflexiblement destiné à abolir chez ceux qui le subissent le sentiment de la dignité et de la fierté humaines. »

Dans un rapport ultérieur, en date du 12 avril 1917, la Commission constate qu'à partir du moment où les Allemands ont commencé à préparer leur mouvement de repli (février 1917), la déportation est devenue une mesure générale et a

frappé toute la partie valide de la population des deux sexes de seize à soixante ans à l'exception de femmes ayant de jeunes enfants. Dans toutes les communes elle a été appliquée avec la même dureté donnant lieu aux scènes les plus déchirantes. A Ham 600 personnes sont emmenées, parmi lesquelles quatre malades de l'hospice, A Noyon, huit jours après un premier convoi, les Allemands ont choisi une cinquantaine de jeunes filles qui évacuées de la région de Saint-Quentin, avaient été internées dans la ville. Elles ont toutes été envoyées dans le Nord, malgré la douleur de leurs parents. Les médecins, les pharmaciens et les prêtres étaient les premiers désignés pour l'exil, et les malades et les infirmes manquèrent de secours, épuisés de froid, de privations et d'angoisses.

« Tous ces départs, dit le rapport,, ont fourni à une armée, qui a fait de la guerre une entreprise de brigandage, des facilités spéciales pour s'approprier à loisir ce qui avait échappé à ses pillages précédents. »

Notre but n'est pas de décrire les atrocités allemandes, spécialement en matière de déportations, mais de juger les faits au nom des principes et des règles positives du droit.

Le régime appliqué aux civils dans le nord de la France et en Belgique a été à l'encontre de la distinction des prisonniers de guerre et des non combattants. L'autorité allemande a, contrairement aux textes du Règlement de la Haye, transporté de force les habitants et astreint ceux-ci à travailler pour les besoins généraux de l'Etat allemand. La conduite du Gouvernement de Berlin a été d'autant plus singulière et outrageante qu'il avait lui-même admis que les internés civils ne devaient pas être astreints au travail et demandé au gouver-

nement français de donner des ordres en ce sens aux Commandants des Camps d'internement (1).

Non seulement l'Allemagne a transgressé les limites posées à l'emploi des habitants comme travailleurs, mais elle a été plus loin encore en imposant aux déportés, dans un certain nombre de cas, des travaux d'ordre militaire, construction de tranchées et de voies ferrées militaires (2).

Aussi bien la déportation constituait-elle un élément de l'organisation économique de guerre de l'Allemagne. De même qu'on a enlevé les matières premières et l'outillage des pays occupés, de même on a enlevé les travailleurs pour les employer au mieux des intérêts de la production allemande (3). « Tout cela, dit M. Basdevant (4), a été fait en vue d'accroître la puissance militaire allemande en pourvoyant à ses approvisionnements de toutes sortes. En même temps le travailleur belge transporté en Allemagne y prenait la place d'un travailleur allemand qui, devenant disponible, pouvait être récupéré par l'armée. L'enlèvement de travailleurs avait donc pour but tant d'augmenter la production générale de l'empire, et, par suite, dans cette guerre où l'industrie avait un si grand rôle, d'accroître sa force militaire, que d'élever ses effectifs combattants. » De cette façon les déportés étaient, quel que fût le travail à eux imposé, travail agricole ou d'usine, en réalité si bien englobés dans une organisation économique uniquement orientée vers la guerre qu'ils étaient contraints à un travail directement en opposition avec leurs intérêts nationaux et impliquant participation à la guerre.

(1) Note du 23 mars 1916 - Livre Jaune - Annexe n° 245.

(2) Passelecq Op. Cit. pages 29 - 101 et suivantes et le Rapport de la Commission française du 8 Mars 1915.

(3) Passelecq fournit à ce sujet des indications intéressantes op. cit p. 325 et suivantes.

(4) Op. Cit. page 43.

On ne peut concevoir violation plus flagrante et plus complète des stipulations de la Haye, ainsi que des principes les plus sacrés du droit des gens et de l'humanité.

En ce qui concerne les déportations, les crimes allemands ont été, juridiquement, plus graves qu'en ce qui concerne le traitement des prisonniers. Pour ces derniers, en effet, les sévices exercés sur eux doivent être seuls incriminés, mais leur captivité n'a été qu'une conséquence normale de la guerre, tandis que, pour les déportés, eussent-ils été à l'abri de tout sévice, le fait de les avoir, sans raison valable, arrachés à leur foyer et emmenés en Allemagne est constitutif du crime de séquestration arbitraire. Ce crime, déjà inexcusable vis-à-vis des notables des villes, s'est aggravé dans le cas des femmes et des jeunes filles déportées en masse de Lille et d'autres lieux de France et de Belgique. Aucune coutume des belligérants modernes, aucune théorie, aucun intérêt militaire, aucun autre intérêt avouable ne peuvent être invoqués à l'appui de cette réduction en esclavage qui relève, non seulement de la censure morale et politique, mais encore de la juridiction criminelle (1).

Cependant l'Allemagne a tenté une justification de ses actes.

A vrai dire, cette tentative n'a pas été immédiate. Comme pour la violation de la Belgique, on a d'abord agi en avouant que l'on avait tort. En ce qui concerne les déportations de Lille, l'autorité militaire a pris ces mesures parce qu'elles servaient ses desseins, tout simplement: nécessité n'a pas de loi. A peine le Commandant militaire de la ville invoqua-t-il ce prétexte que l'attitude de l'Angleterre rendait de

(1) Voir sur ce point Pillet : *Revue de droit international public* 1916 page 237.

plus en plus difficile le Ravitaillement de la population (1). Et c'est la même réponse que fit le ministre allemand des affaires étrangères à la protestation française (2). En somme, l'Allemagne invoquait seulement les circonstances atténuantes.

Mais, en septembre 1916, ce point de vue changea. La critique des déportations de Lille, faite en France sur la base du droit international, avait impressionné l'opinion mondiale. D'autre part on préparait l'application systématique du procédé à la loyale Belgique. C'est alors que l'Allemagne, cherchant à justifier en droit les déportations surtout celles de Belgique, imagina un système qu'on trouve dans les réponses de Von Bissing aux protestations qu'il reçoit, dans ses déclarations aux journaux américains, dans la déclaration officielle allemande du 6 décembre faite à propos de la protestation du gouvernement belge, dans la réponse allemande à la note des Etats-Unis (3).

L'argumentation allemande a fait état de l'article 43 du Règlement de la Haye aux termes duquel l'occupant « prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays. » Partant de ce texte, l'Allemagne a tenu le langage suivant: pour assurer l'ordre et la vie publics, il a fallu pourvoir au ravitaillement de la population et lutter contre le chômage. Afin d'assurer le ravitaillement, compromis par le blocus établi par l'Angleterre, il a fallu affecter les travailleurs des villes à des besognes rurales. Afin de lutter contre le chômage, il a fallu donner du travail aux

(1) Proclamation d'avril 1916. Livre Jaune. Annexe numéro 1

(2) Livre Jaune Annexe numéro 8

(3) Norddeutsche Allgemeine Zeitung 7 et 22 Décembre 1916.

chômeurs là où les bras manquaient, c'est-à-dire en Allemagne. Ces mesures étaient d'autant plus nécessaires que le chômage entraînait de lourdes dépenses d'assistance auxquelles il importait de mettre fin dans l'intérêt de la Belgique.

A cette argumentation, qui prétendait se baser sur l'article 43 du Règlement de la Haye et sur la nécessité d'assurer l'ordre et la vie publics, on a répondu en droit et en fait (1).

En droit, le principe de l'occupation est que celle-ci ne touche pas à la question de souveraineté. « Les terres occupées continuent à faire partie du même Etat et des domaines du même souverain, dit M. Pillet (2). Cette règle différencie le droit moderne du droit ancien. Actuellement les terres occupées ne feront partie des domaines de l'occupant que par le traité de paix ou en vertu de la *débellatio* si elle se produit. » L'occupant, n'ayant pas la souveraineté sur le territoire occupé, n'a pas un pouvoir illimité quant au choix des moyens à employer pour maintenir l'ordre et la vie publics. Le droit international impose à l'occupant deux sortes de limites. D'une part celui-ci ne doit point méconnaître les prescriptions des articles 46 et 52 du règlement de la Haye, ni les principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique. La déportation en vue du travail forcé est contraire à toutes ces règles et ne peut, par conséquent, être regardée com-

(1) Basdevant op. cit. pages 59 et suivantes

(2) Les Conventions de la Haye. Page 229. Voir aussi sur le principe que l'occupation de guerre ne déplace pas la souveraineté, la lettre du juriconsulte belge Nys à l'Echevin Lemonnier, faisant fonctions de bourgmestre de Bruxelles en date du 6 novembre, 1916, cité par Basdevant op. cit. pages 59-60 en note.

me un moyen légitime d'assurer l'ordre et la vie publics. D'autre part l'occupant, ainsi que le dit formellement l'article 43, doit, sauf empêchement absolu, respecter les lois en vigueur dans le pays. Or aucune loi belge ou française ne consacre, directement ou indirectement, le procédé employé par les Allemands.

« Le droit public de ces pays, dit M. Basdevant (1); est fondé sur la liberté individuelle dont une application est la liberté du travail.

Le travail forcé n'apparaît dans ces législations que comme une peine, la plus grave après la peine de mort. »

C'est donc bien à tort que les Allemands ont prétendu justifier leur conduite au nom de l'article 43 (2).

En fait, la thèse allemande se heurte aussi à de graves objections. L'Allemagne s'est désintéressée du ravitaillement des territoires occupés. Ce ravitaillement a été procuré par les Alliés, et les autorités allemandes, l'ont gêné par leurs réquisitions. Quant à la lutte contre le chômage, l'Allemagne ne s'en est soucée que lorsqu'elle y a cherché un prétexte au travail forcé. Auparavant, elle l'a plutôt provoqué par sa politique économique. Au lieu de favoriser, après l'invasion, la reprise de l'activité industrielle, les autorités allemandes ont fait exactement le contraire en réquisitionnant les matières premières et les outillages dans les

(1) Op. cit., page 60.

(2) M. Pillet qui considère la disposition de l'article 43 comme une formule creuse, décide que l'occupant doit pourvoir aux besoins de la population du pays occupé. Mais il ajoute : « L'occupant doit laisser aux gens du pays leurs outils, leurs machines, tout ce qui est indispensable à l'exercice de leurs professions. Il faudra surtout dire que les habitants des pays occupés ne peuvent en aucun cas être arrachés à leurs foyers. » (*Les Conventions de la Haye*, page 230, note.)

usines. En outre la plupart des produits non réquisitionnés ont été « bloqués », c'est-à-dire que, placés sous le contrôle de l'autorité allemande ils n'ont pu faire l'objet d'aucune transaction. L'Allemagne a limité les transactions et la circulation des marchandises par toute une série de règles et institué les « Centrales » qui monopolisaient un grand nombre d'opérations commerciales. Ce sont des initiatives belges qui ont entrepris la lutte contre le chômage.

Le chômage a été si bien un simple prétexte que, très souvent, les autorités allemandes ont enlevé indifféremment chômeurs et non chômeurs, etc, parmi ces derniers, plus particulièrement les ouvriers spécialisés. (1).

« La vérité, dirons-nous avec M. Basdevant (2), est que les déportations n'ont pas été édictées dans l'intérêt des Belges. Elles l'ont été dans l'intérêt militaire de l'Allemagne. Le plan économique de guerre de Rathenau a comporté de bonne heure l'accaparement des stocks trouvés en pays occupé. Lorsque l'Allemagne a senti le besoin de se procurer des hommes, elle en a cherché aussi en pays occupé. Les déportations belges coïncident précisément avec l'élaboration du plan de mobilisation civile en Allemagne.

Les deux opérations sont parallèles, celle menée en pays occupé est seulement plus brutale et contredit le sentiment patriotique des assujettis au lieu de s'appuyer sur lui. »

Les mesures dont il s'agit sont des mesures de guerre destinées à augmenter la puissance militaire de l'Allemagne et non à améliorer le sort des populations belges.

L'argumentation allemande, fondée sur l'article 43 du

(1) Voir sur ces points Passelecq op. cit et Basdevant op. cit.

(2) op. cit page 67

règlement de la Haye, est donc inopérante en fait comme en droit.

Les déportations étaient une application des théories pangermanistes de l'évacuation. Voulant conserver la Belgique et la Lorraine, c'est dans ces pays que l'Allemagne devait créer le plus possible de vide pour y installer ses colons. Or c'est précisément en Belgique et dans les régions françaises les plus proches des frontières allemandes que les rigueurs ont été les plus dures et fait fuir le plus d'habitants. Loin d'être évité, l'exode de ceux-ci devenait une méthode de conquête. Et, comme il était insuffisant, on le complétait par des arrestations et des déportations en masse en Allemagne. Les biens ainsi rendus vacants pouvaient être confisqués. Dans la guerre à la Prussienne le terrorisme n'apparaît pas comme une méthode défensive pour assurer la sécurité de l'armée conquérante, mais comme une méthode offensive, destinée à confirmer, par le vide créé dans les régions envahies, les résultats à venir de la conquête elle-même

CHAPITRE TROISIÈME

Caractères des crimes allemands

*Non seulement prémédités, mais applications méthodiques
d'une doctrine générale. — Les Conventions de la Haye
étaient elles obligatoires ?*

Tentative de justification allemande.

Pour prendre une connaissance complète de la réalité et de la gravité des crimes allemands, il ne suffit pas, ainsi que nous l'avons fait jusqu'ici, de les énumérer en regard des textes auxquels ils ont contrevenu. Nous devons encore montrer :

1^o Que ces crimes étaient la mise en œuvre systématique d'une doctrine ;

2^o Qu'ils constituaient, juridiquement, des violations de Conventions obligatoires.

3^o Que les tentatives de justification de la part de l'Allemagne étaient, non seulement vaines, mais odieuses.

Les crimes allemands ont été l'application d'une doctrine.

Un premier trait doit être retenu. A quelques exceptions près, il ne s'agit pas, ainsi que le dit un docu-

ment officiel français (1), de ces crimes individuels dont on peut trouver des exemples dans les plus nobles armées; ce sont des crimes collectifs, les uns tolérés, les autres accomplis par ordre, et qui, vu leur amplitude et leur fréquence, ne sauraient s'expliquer que par la volonté réfléchie et systématique du haut Commandement.

Les excès des armées allemandes n'ont été, en effet, que l'application militaire des principes de l'impérialisme germanique. Celui-ci est essentiellement un mysticisme de la violence; il exclut la sauvegarde des faibles, premier objet du droit des gens; il a pour conséquence normale le terrorisme. (2).

La doctrine militaire de la guerre *absolue* découle des conceptions générales de cet impérialisme. Il n'y avait rien d'imprévu dans la guerre que nous font faite les Allemands. On nous l'avait déjà faite, avec moins de ressources, mais avec la même méthode, de 1813 à 1815 et en 1870. Cette doctrine, d'ailleurs, s'affichait dans les enseignements officiels de l'état-major allemand, depuis les guerres de la libération allemande (3).

Clausewitz, le grand théoricien militaire de l'Allemagne, s'exprimait ainsi en 1852, dans son ouvrage sur la guerre:

« Quiconque se sert de la force, sans égard aucun

(1) Les violations des lois de guerre par l'Allemagne. Publication du Ministère des Affaires étrangères. Préface page 15.

(2) Voir Jacques de Dampierre : L'Allemagne et le droit des gens d'après les sources allemandes et les archives du Gouvernement français. L'impérialisme (1915).

(3) Voir Andler : Les usages de la guerre et la doctrine de l'Etat-major allemand 1915. — Lavisce et Andler : Pratique et doctrine allemandes de guerre 1916

et sans épargner le sang, a tôt ou tard la prépondérance si l'ennemi ne procède pas comme lui-même. On ne saurait introduire dans la philosophie de la guerre un principe de modération sans commettre une absurdité.» (1).

Un demi-siècle plus tard, le disciple von Hartmann commentait la doctrine à l'usage des contemporains. (2). «La guerre moderne, disait-il, emploie des moyens trop colossaux en personnel et en matériel; elle soumet à une trop violente épreuve tout le bien-être national, et elle exige une main-mise trop absolue sur toute l'économie des Etats pour ne pas exiger impérieusement, comme une conséquence inéluctable, l'usage *sans restriction* de toute la puissance armée qu'elle met en ligne.» (3). Von Hartmann proclame d'ailleurs les droits de la «passion» nécessaire au soldat. «Le combattant a besoin de passion. — Tout effort militaire est personnel avant tout. Il suppose l'affirmation totale du caractère individuel. Il exige que le combattant qui fournit cet effort soit *affranchi totalement des entraves d'une légalité gênante et de toutes parts* oppressive. — *Violence et passion*, voilà les deux leviers principaux de tout acte belliqueux, et, disons-le sans crainte, de toute grande guerre.» (4).

A la veille de la guerre, la même doctrine inspirait les théories et les méthodes de tous les généraux allemands.

(1) Vom Kriege, tome 1, pages 4 et suivantes.

(2) Militarische Nothwendigkeit und Humanität. — Nécessité militaire et humanité, dans la *Deutsche Rundschau* 1877, 78, tomes 13 et 14.

(3) Op. cit. pages 76-77.

(4) Von Hartmann op. cit. pages 119-125.

Les ouvrages de von Bernhardi (1) sont particulièrement significatifs à cet égard. Et ce sont les mêmes idées qui avaient dicté au grand Etat-Major Général son document officiel : *Kriegsbrauch im Landkriege*, Les usages de la guerre continentale (2).

Sans doute les penseurs allemands de la guerre ne nient pas l'existence de ce qu'on appelle l'humanité. Mais si celle-ci se trouve en opposition avec les nécessités de la guerre ces dernières doivent, d'après eux avoir le dernier mot. C'est ainsi que Von Blume, dans sa *Stratégie* (3), écrit : « Parmi les nations civilisées, il s'est formé peu à peu un sentiment concordant du droit, qui leur fait rejeter certains moyens violents à la guerre ». Et il cite : « les actes contre des soldats ennemis qui excèdent ce qui est nécessaire pour les désarmer, les agressions contre la vie et la santé des non-combattants etc. » Mais tant pis pour l'humanité et pour le droit des gens s'ils se trouvent en conflit avec le réalisme militaire. « Le droit des gens, dit Von Hartmann, devra se garder de paralyser l'action militaire en lui imposant des entraves. — La guerre, par sa nature même, est la négation des principes sur lesquels reposent la civilisation et la culture... le terme de guerre civilisée paraît à peine intelligible, il porte en lui une contradiction irréductible. » (4).

Aussi bien les théoriciens germaniques tentent-ils une

(1) *Unsere Zukunft* (notre avenir) 1911. — *Vom Heutigen Kriege* (La guerre d'aujourd'hui) — 1912, Traduction française Etard, 2 vol. 1914. — *Deutschland und der nächste Krieg* (L'Allemagne et la prochaine guerre) 1912

(2) Publié en 1902. Traduction Carpentier 1904.

(3) 1886 page 5.

(4) *Vom Kriege* tome 1 page 4

conciliation entre la cruauté et l'humanité.

« Une dureté et une rigueur, dit Von Hartmann, se changent en leurs contraires quand ils ont pu produire chez l'adversaire la résolution de demander la paix. »

A cette affirmation la feld-maréchal von Hindenburg a souscrit dans un interview célèbre : « Le pays souffre. L'edz est affamée. Cela est déplorable, mais cela est bien. On ne fait pas la guerre avec de la sentimentalité. Plus la guerre est faite impitoyablement, plus elle est humaine au fond ; car elle prendra fin d'autant plus vite. Les méthodes de guerre qui amènent la paix avec le plus de promptitude sont et demeurent les méthodes les plus humaines. »

La doctrine que nous venons d'analyser dans ses sources les plus authentiques a nettement inspiré le Manuel de l'Etat-Major allemand de 1902.

Selon le *Kriegsbrauch im Landkriege*, il faut éviter de propager parmi les officiers des idées humanitaires exagérées.

« Comme les tendances morales du 19^{me} siècle ont été essentiellement dirigées par des conditions humanitaires, qui ont assez souvent dégénéré en sentimentalité, voire en fantaisies rêveries du cœur, les tentatives n'ont pas manqué qui avaient pour but de faire évoluer les usages de la guerre dans un sens absolument opposé à la nature et aux fins mêmes de celle-ci ; et l'avenir nous réserve certainement encore des efforts du même genre, d'autant plus qu'ils ont déjà trouvé une reconnaissance morale dans la Convention de Genève et dans les Conférences de Bruxelles et de la Haye. L'Officier lui-même est fils de son temps ; il l'est entraîné par les courants moraux qui agitent son temps ; il l'est d'autant plus qu'il est plus cultivé. Il peut donc y avoir pour lui un danger à se laisser aller à des conceptions fausses sur le but

propre de la guerre et il ne peut être paré à ce danger que par l'étude approfondie de la guerre elle-même. C'est en creusant l'histoire des guerres que l'officier se défendra contre les idées humanitaires exagérées et qu'il se rendra compte que la guerre comporte forcément une certaine rigueur et, bien plus, que la seule véritable humanité réside souvent dans l'emploi dépourvu de ménagements de ces sévérités. » (1).

A la guerre la fin justifie les moyens. « Une guerre énergiquement conduite ne peut être uniquement dirigée contre l'ennemi combattant et ses dispositifs de défense, mais elle tendra et devra tendre également à la destruction de ses ressources matérielles et morales. Les considérations humanitaires, *telles que les ménagements relatifs aux personnes* et aux biens ne peuvent entrer en ligne de compte que si la nature et le but de la guerre s'en accommodent. » (2).

Ne nous étonnons donc pas que les Allemands n'aient en aucun ménagement relatif aux personnes et qu'ils se soient livrés sur elles à toutes les variétés de crimes dont l'existence est établie par les Enquêtes officielles. On ne peut concevoir de préméditation plus complète et plus coupable que celle qui résulte d'une doctrine.

En face de cette doctrine que devaient peser les Conventions de la Haye?

L'autorité militaire allemande ne reconnaît pas de Conventions internationales en matière de droit de guerre.

Le *Kriegsbrauch im Landkriege*, brochure officielle du Grand-Etat Major, est très explicite à ce sujet.

« Quand, au cours de la présente étude, dit-il, il

(1) Traduction Carpentier page 20

(2) Traduction Carpentier, page 3.

sera fait emploi de l'expression droit de la guerre, on retiendra, qu'il ne faut point entendre par là une loi écrite mise en vigueur par des traités internationaux, mais seulement des conventions ne reposant que sur la réciprocité, et des restrictions à l'arbitraire, que l'usage, la coutume, l'humanité et l'égoïsme bien entendu ont élevées, mais dont l'observation n'est garantie par aucune sanction autre que la crainte des représailles.» (1).

Cette dernière citation nous amène à examiner la valeur obligatoire des Conventions de la Haye.

Les Conventions de la Haye étaient-elles obligatoires ?

En présence de l'immense déception causée par la faillite de l'œuvre de la Haye, M. Pillet s'est proposé de rechercher, à un point de vue purement scientifique, les causes de cet échec. Il étudie les Conventions de la Haye dans leurs deux objets principaux : la solution pacifique des litiges internationaux et la réglementation des lois de la guerre.

En ce qui concerne spécialement le second objet, qui seul intéresse notre travail, le savant professeur soumet à la critique la valeur des règles posées et la valeur des moyens employés en vue de leur application. Ce dernier aspect le conduit à examiner l'autorité des traités destinés à établir certaines règles de droit entre belligérants, M. Pillet raisonne ainsi qu'il suit : (2).

(1) Pages 5-6 de la traduction de Carpentier : Les lois de la guerre Continentale d'après le grand état-major allemand 1904

(2) *Les Conventions de la Haye* du 29 juillet 1899, et du 18 octobre 1907. — étude juridique et critique 1918, pages 80 et suivantes.

Pour qu'une convention reçoive son exécution, il faut qu'elle puisse entrer en action et qu'elle ne soit pas fatalement condamnée à perdre sa force au moment même où il serait le plus nécessaire que cette force se maintint. Or les Conventions de la Haye étaient fatalement vouées à l'inefficacité.

Une convention relative à la conduite des hostilités n'a de force obligatoire au cours d'une guerre que si tous les belligérants l'ont signée et ratifiée. C'est le principe proclamé dans l'article 2 de la Convention sur les lois et usages de la guerre sur terre. On le retrouve dans chacune des autres conventions de la même année et il était déjà consacré par celles de 1899. Ce principe s'impose d'ailleurs par lui-même. Une loi contractuelle des belligérants ne se comprend que si tous les belligérants y sont soumis. Si certains d'entre eux étaient assujettis à cette loi, alors que d'autres en demeureraient exempts, la condition des premiers serait inférieure à celle de leurs adversaires et c'est à quoi ces derniers ne se résigneraient jamais.

La question est donc de savoir si tous les belligérants étaient liés aux Conventions de 1907? La réponse est négative. La Bulgarie, l'Italie, le Monténégro, la Serbie, et la Turquie n'ont pas ratifié les Conventions dont il s'agit.

M. Pillet conclut par suite que ces conventions n'étaient pas applicables à la guerre 1914-1918. « Cela ne peut faire aucun doute, dit-il, et nous ne nous expliquons pas les réclamations justement élevées par le gouvernement français contre les excès trop certains des armées allemandes visent fréquemment des textes non applicables à la présente guerre.

Ces réclamations sont justes, mais mal présentées. Devant un tribunal arbitral, un procès engagé ainsi conduirait à un échec. »

«Ce point de droit, ajoute M. Pillet, paraît avoir été traité par les gouvernements avec une remarquable légèreté.»

«Nous remarquerons, dit-il (1), que les rapports successifs de la Commission d'enquête française sur les atrocités commises par les armées allemandes prennent soin de citer les articles des Conventions de la Haye de 1907, au mépris desquels les actes reprochés ont été commis. Les enquêtes belges ont adopté la même méthode. Cette méthode est vicieuse; loin de renforcer les constatations faites, elle les affaiblit. On aurait beau jeu, en effet, à répondre que l'on n'est pas coupable d'avoir manqué à des règles dont l'autorité n'existe pas. En réalité, c'est de manquements aux lois coutumières les plus certaines que les Allemands sont coupables et non pas d'infractions à des textes qui ne les obligeaient pas.»

Ainsi l'éminent professeur, tout en flétrissant les atrocités des armées Allemandes, soutient qu'on ne peut reprocher à l'Etat allemand d'avoir violé une convention qui n'est pas obligatoire pour lui. Des crimes certains ont été commis; mais ils ne constituent pas des infractions aux Conventions de la Haye de 1907.

Pourrait-on soutenir que ces Conventions étaient obligatoires au moins comme renfermant les coutumes reçues en matières de droit de guerre?

«Cette affirmation est doublement inexacte, répond l'auteur, d'abord parce que ces conventions contiennent un nombre très appréciable de dispositions nouvelles, puis parce que

(1) *Conventions de la Haye*. Page 81 note.

les formules qu'elles donnent des règles antérieurement adoptées ne sauraient être obligatoires qu'autant que ces conventions seraient elles-mêmes en vigueur.» Sans doute les Allemands ont manqué aux coutumes de la guerre, mais ces coutumes n'étaient pas juridiquement sanctionnées par les conventions de la Haye.

Telle est l'argumentation de M. Pillet. L'énoncé même du sujet de notre étude indique que nous n'y souscrivons pas. (1)

La question de l'autorité des conventions de la Haye nous semble devoir être envisagée *en fait* et *en droit*.

En fait, nous sommes assez enclins à partager le scepticisme de l'éminent internationaliste. Ce scepticisme, on le rencontrait déjà dans les paroles que M. de Martens, le savant jurisconsulte russe, adressait à la Conférence de 1899.

« Les grands sentiments du cœur, disait-il, restent malheureusement très souvent un livre fermé au milieu des combats. Nous devons élaborer dans un esprit de concorde, d'humanité et de justice, les bases uniformes des instructions que les gouvernements s'engageront à donner à leurs forces armées. C'est notre désir unanime que les armées des nations civilisées soient non-seulement pourvues des armes les plus perfectionnées, mais qu'elles soient également pénétrées des notions du droit, de la justice et de l'humanité, obligatoires même sur le territoire envahi et même à l'égard de l'ennemi. La déclaration de Bruxelles, doit être plus qu'un acte international, c'est doit être un acte d'éducation. »

Rien n'est plus vrai. À quoi bon élaborer des Conventions, si l'on ne peut s'assurer de leur observation. Il ne suf-

(1) Voir la réfutation de la théorie de M. Pillet par M. Jacques Dumas substitut au tribunal de la Seine 1916.

fit pas que juristes et diplomates soient d'accord: encore faut-il conquérir les hommes de guerre.

Aussi bien est-ce de ce côté, quand l'heure sanglante de l'application a sonné, qu'est apparue la faiblesse des conventions de la Haye.

« L'esprit de ces conventions, dit M. Van den Heuvel (1), est un esprit d'humanité. Il n'a pas été compris des dirigeants allemands; il n'a pénétré ni dans leurs instructions, ni dans leur conduite. Faussé par l'obsession militariste, l'esprit des états-majors est tourné vers le culte de la force. Les Conventions parlent de droit, les états-majors allemands de l'intérêt militaire. Les Conventions cherchent à réduire à un strict minimum les maux de guerre; elles se préoccupent de la tranquillité des neutres, de la loyauté du combat, du respect des populations envahies et occupées. L'Etat-Major allemand ne voit qu'une chose: assurer le triomphe. — De cette opposition entre l'esprit des Conventions et l'esprit des chefs militaires sont résultées les plus tristes conséquences. »

Il est certain que les Conventions de la Haye, dépourvues de sanctions qui eussent pu être appliquées par une force supérieure aux forces des divers Etats, n'ont *pratiquement* de valeur obligatoire que pour les Etats qui veulent bien les observer.

La guerre Russo-Japonaise de 1904-1905, qui a duré dix-huit mois, a montré la fidélité scrupuleuse avec la-

(1) Préface de la *Violation du droit des gens en Belgique* (publication officielle du gouvernement belge) Page 19

quelle les Japonais ont observé les Conventions de 1899 (1).

Mais il y a des peuples, comme des hommes, criminels et sans fidélité à la parole donnée. Pour ceux-là il est parfaitement inutile de faire des Conventions. En ce sens il est exact de dire que les Conventions de la Haye étaient dépourvues de force obligatoire et condamnées à une inefficacité certaine, puisque, par leur nature même, elles ne pouvaient être observées que dans la mesure où les Etats contractants le voudraient bien.

Mais, si l'on se place sur le terrain du *droit*, la question de l'autorité des Conventions de la Haye se présente d'une manière différente. La notion de contrat est identique en droit privé et en droit international. Qu'il soit ou non dépourvu d'une sanction effective, le contrat fait la loi des parties. Aucun sujet de droit, Etat ou individu, ne peut considérer comme un chiffon de papier une Convention, créatrice d'obligations à sa charge, et sur laquelle il a apposé sa signature.

Les Conventions de la Haye ne peuvent être assimilées à aucun de ces contrats bilatéraux entre nations dont l'état de guerre, précisément, suspend ou révoque de plano les obligations. Prévues spécialement pour jouer en temps de guerre, de tels accords ne sauraient être rompus ou interrompus par elle. Tout au plus tirent-ils de leur caractère bilatéral entre belligérants cette conséquence, commune à tous les contrats, que l'inexécution de l'une de leurs clauses par l'un des signataires délie l'autre à son égard de ses obligations contractuelles. D'ailleurs les Conventions de la Haye, comme celles de Genève et de Saint-Petersbourg, ne sont pas de simples actes

(1) Voir sur ce point : Nagao-Ariga. La guerre Russo-Japonaise au point de vue continental et le droit international, d'après les documents officiels du Grand Etat-major Japonais 1908.

bi-latéraux entre nations belligérantes; elles ont été collectivement garanties par l'ensemble des nations civilisées qui les ont signées. Non seulement les belligérants, mais aussi les neutres ont le droit de connaître des infractions commises à ces conventions.

Mais, objecte-t-on, les dispositions de la quatrième Convention, relative au règlement de la guerre, ne sont applicables entre les puissances contractantes que si les belligérants sont tous parties aux Conventions. Or, la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro, la Turquie et l'Italie n'ont pas ratifié les Conventions de 1907 et par conséquent n'y sont point parties.

Cette objection ne nous paraît nullement convaincante. Elle repose, à notre avis, sur une double erreur.

En premier lieu, ni la Belgique ni la France *envahies* n'avaient à tenir compte de l'attitude des Puissances dont-il s'agit, alors que celles-ci n'étaient pas encore entrées dans la guerre ou se trouvaient engagées dans des luttes distinctes. On ne peut pas dire que ces Puissances étaient intervenantes dans le conflit que l'invasion avait créé pour la Belgique et la France; celles-ci se défendaient contre l'Allemagne.

Le principe, suivant lequel une convention relative à la conduite des hostilités n'a de force obligatoire au cours d'une guerre que si tous les belligérants l'ont signée et ratifiée, ne peut logiquement s'appliquer qu'aux belligérants prenant part à une même guerre.

La raison même de ce principe — et c'est une idée de bon sens — en marque la limite. « Lorsque des belligérants, dit M. Pilet lui-même acceptent l'empire d'une loi contractuelle il est essentiel qu'ils y soient tous soumis. S'il en était autrement et si certains d'entre eux subissaient le joug de cette loi, les autres en demeurant exempts, la condition des pre-

miers serait inférieure à celle de leurs adversaires et c'est à quoi ceux-là ne se résigneraient jamais.»

Cette explication n'a de sens que s'il s'agit de belligérants impliqués dans une même guerre et luttant les uns contre les autres, de telle sorte que l'observation de la loi contractuelle par les uns soit une cause d'infériorité pour eux vis-à-vis des autres qui s'en affranchiraient. C'est en ce sens et avec cette portée, qu'il convient d'entendre le principe posé dans l'article 2 de la Convention sur les lois et usages de la guerre sur terre.

Or, reportons-nous au moment de l'invasion de la Belgique et de la France. Nous voyons d'un côté l'Allemagne, de l'autre les Belges, les Français, et quelques Anglais. Cette époque est celle où les vagues germaniques déferlent «*Nach Paris*», répandant la terreur et multipliant les atrocités. Qu'importe que l'Italie et la Bulgarie n'aient pas ratifié la Convention de 1907; elles ne sont pas encore belligérantes! Qu'importe l'attitude de la Serbie, du Monténégro et de la Turquie, dont l'action militaire est distincte de l'action française et belge tendant à repousser l'invasion! A cette époque-là — qui est celle où les Allemands ont le plus gravement violé leurs engagements de la Haye — la diversité des opérations, l'absence de plan stratégique général chez les Allés, permettaient d'affirmer que les puissances n'ayant pas ratifié la Convention de 1907 ne participaient pas à la même guerre que la Belgique et la France.

Dès lors la règle de l'unanimité de signatures et de ratification, telle que nous l'avons interprétée, ne s'appliquait qu'aux belligérants de la guerre créée par l'agression allemande: Allemagne, Belgique, France Angleterre. Toutes ces puissances avaient signé et ratifié la Convention de 1907 qui avait pour elles une valeur juridiquement obligatoire. Nous con-

cluons donc que l'Allemagne a commis de véritables infractions à la Convention dont il s'agit.

Au surplus, s'il est vrai de dire que les Conventions de la Haye contiennent certaines règles nouvelles en la forme il convient d'ajouter qu'elles n'ont fait souvent que rééditer des règles antérieures, consacrées par l'usage dictées par l'humanité et qui doivent être respectées dans toutes les guerres entre nations civilisées. Ces conventions apparaissent comme la codification des applications d'une loi morale supérieure qui est et demeure obligatoire pour tous, alors même que tous n'auraient pas ratifié l'acte 1907. L'Allemagne était liée vis-à-vis de nous par cela seul qu'elle faisait partie de la communauté européenne, qu'elle était un état civilisé, se prétendant même d'une culture supérieure.

Tentatives de justification allemande

Nous avons dit que ces tentatives ont été, non seulement vaines; mais odieuses.

C'est en accusant que les Allemands ont cherché, sinon à se justifier, du moins à obtenir le bénéfice des circonstances atténuantes.

En ce qui concerne la Belgique, les accusations allemandes peuvent se résumer de la façon suivante.

1^o Les mauvais traitements infligés aux familles allemandes qui habitaient la Belgique au début des hostilités;

2^o Les mutilations que les habitants et même les sol-

dats belges auraient infligé aux blessés et aux prisonniers allemands (yeux arrachés, membres mutilés,, massacre d'ennemis sans défense).

3^o Les pillages qui auraient été l'œuvre des soldats belges ou de la population elle-même.

4^o La distribution d'armes aux populations belges, pour qu'elles en fassent usage contre les troupes allemandes.

La Commission officielle d'enquête belge a fait justice de ces accusations forgées pour les besoins de la cause germanique. (1)

Sur le premier chef, les recherches menées par l'autorité judiciaire ont abouti à des résultats négatifs. Les prétendues atrocités belges ont été une pure invention. Tout s'est borné à l'invasion de quelques magasins et au bris de quelques carreaux, sans violence sérieuse sur les personnes. D'ailleurs les autorités locales sont intervenues partout pour apaiser et au besoin réprimer efficacement les manifestations exagérées de l'opinion publique contre les immigrés.

Sur le second chef (mutilations infligées aux blessés et aux prisonniers allemands) l'autorité allemande elle-même n'a pu apporter la moindre preuve à l'appui de ses affirmations qui restent donc de simples calomnies.

Sur le troisième chef (pillages), il n'a pu se produire que des actes exceptionnels, isolés, et seulement en vue de glaner ce que les soldats allemands avaient dédaigné d'emporter. Les fourgons et les trains chargés de butin qui sont partis pour l'intérieur de l'Allemagne, au vu et au su de toute la population belge, sont des réponses suffisantes à des alléga-

(1) Publication du gouvernement belge. *La violation du droit des gens en Belgique*. Rapports officiels de la Commission d'enquête. Tome 1 pages 156-157.

tions n'ayant pour but que de masquer des déprédations et des violences.

Sur le quatrième chef, la Commission d'enquête belge s'exprime ainsi : « Les troupes allemandes ont été constamment hantées par le cauchemar des francs-tireurs en Belgique. L'autorité supérieure (belge), loin d'avoir poussé les civils dans la mêlée, n'a cessé de leur recommander l'abstention de toute violence, comme l'attestent les circulaires ministérielles placardées dans toutes les communes du royaume. De leur côté, les bourgmestres, toujours pour se conformer aux instructions du Ministère, ont invité les habitants, soit collectivement par voie de proclamation, soit individuellement par l'intermédiaire des gardes-champêtres, à déposer dans les bureaux communaux les armes dont ils étaient détenteurs. Ce qui n'a pas empêché les Allemands de s'en prendre aux bourgmestres des agressions dont ils se prétendaient l'objet, et, en maintes localités, d'assouvir leurs fureurs dans le sang du clergé paroissial, faussement accusé d'avoir excité les populations à la Résistance. Ses membres ont été fusillés sans que rien de ce genre eût pu être établi à leur charge; la plupart avaient, au contraire, donné publiquement des conseils de calme et de patience. Mais leur martyre faisait évidemment partie du plan de terrorisation. Il est possible que, malgré ces avertissements et ces conseils, des actes de résistance et même d'agression armée se soient produits sur quelques points, sans concert préalable. Mais la Commission d'enquête, après une instruction minutieuse, n'est point parvenue à relever un seul cas impliquant une participation directe aux hostilités qui soit attribuable aux populations civiles. C'est aux accusateurs d'apporter leurs preuves. »

Il convient à ce sujet de remarquer que les Allemands avaient prémédité, non seulement leurs crimes mais la défense de ces crimes par d'odieux procédés d'accusation. La

meilleure preuve est fournie par les légendes créées et entretenues dans l'esprit des populations et des armées allemandes (1). A peine celles-ci avaient-elles pénétré en Belgique que d'étranges bruits prenaient naissance. Se répandant de proche en proche, ils étaient reproduits par la presse et courraient bientôt toute l'Allemagne. On racontait que la population belge, fanatisée par le clergé, participait perfidement aux hostilités, attaquait par surprise les détachements isolés, signalait à l'ennemi les positions occupées; que les femmes, les vieillards et jusqu'aux enfants se livraient à d'horribles atrocités sur les blessés allemands sans défense, leur crevaient les yeux, leur coupaient les doigts, le nez, les oreilles que les prêtres les exhortaient, du haut de la chaire, à commettre ces crimes, leur promettant en récompense le royaume des cieux; que, se mettant à leur tête, ils y prenaient eux-mêmes une part active.

Un document officiel allemand élève à la charge de la population belge les mêmes imputations. Le livre Blanc du 10 mai 1915 dénonce les prétendues atteintes portées au droit des gens par les Belges, dans la guerre populaire qu'ils auraient opposée aux armées de l'envahisseur. Le livre Blanc fonde cette accusation sur des témoignages recueillis par l'autorité militaire allemande elle-même. Quant aux témoins, ils appartiennent à cette armée d'invasion où la légende est née, a été cultivée, et d'où elle s'est répandue.

Ainsi, non seulement les crimes étaient prémédités, mais on cherchait à les justifier par la propagation systématique de légendes auxquelles des pseudo-enquêtes tendaient à donner le visage de la vérité.

Quant aux tentatives de justification des crimes commis en France, elles ne diffèrent pas, au fond, de celles qui

(1) Fernand van Langenhove: *Comment naît un cycle de légendes 1917.*

ont été produites pour les crimes perpétrés en Belgique.

En réalité, tout s'explique par la mentalité des guerriers germains et par leur conception de la guerre. Tout est permis quand il s'agit de favoriser le succès des armes allemandes. Et, à ce sentiment, s'est mêlée une haine particulière contre les Belges, frappés parce que leur fidélité aux obligations de leur neutralité a fait échouer le plan dont les Allemands attendaient un succès immédiat et décisif, dans leur agression contre la France.

CHAPITRE QUATRIÈME

LA SANCTION

Le problème des Responsabilités. —

Comment il a été résolu

Les crimes sans nombre dont nous avons établi la réalité et la gravité appellent une sanction. Celle-ci est nécessaire, non pas en vue de la réalisation d'une justice absolue qui n'appartient pas aux hommes, mais à titre d'exemplarité. Il importe souverainement que de semblables faits ne se reproduisent pas dans les guerres futures, et, pour cela, que tous sachent que les violations du droit des gens entraînent des châtimens certains. La crainte est le commencement de la justice.

Or, quel spectacle nous offre la réalité contemporaine ? Le plus triste qu'on puisse imaginer : celui de l'impunité des crimes allemands, tout au moins jusqu'à ce jour.

Mais ce fait infiniment déplorable ne dispense pas le jurisconsulte d'étudier en lui-même le problème des responsabilités. Il s'agit de savoir, en outre, pour quelles raisons les

auteurs allemands des crimes de guerre n'ont pas été punis, pour quelles raisons ils doivent l'être.

Le problème des Responsabilités

Notre premier soin doit être de préciser les questions essentielles du problème des responsabilités.

Les infractions au droit des gens commis par le gouvernement et l'armée de l'Empire allemand engagent-ils la responsabilité pénale de celui qui, d'après la constitution allemande, exerçait sur ce gouvernement et sur cette armée, jusqu'à l'abdication, le pouvoir suprême? Engagent-ils sa responsabilité de telle sorte qu'il puisse être jugé, soit par les tribunaux militaires des divers pays, soit par les tribunaux de droit commun de ces mêmes pays, soit par un tribunal international dont la compétence s'étendrait à toutes les infractions au droit des gens commises par ses troupes pendant la guerre?

Il convient d'abord de remarquer que les armées alliées n'avaient pas de tribunaux compétents pour juger les auteurs de crimes de guerre.

Aux Etats-Unis, les Instructions aux troupes fédérales de 1868 (articles 18, 44, 43, 59, 71) confèrent aux conseils de guerre compétence pour punir les crimes de guerre commis par les soldats nationaux et par les soldats ennemis, mais à la condition, en ce qui concerne ces derniers, qu'ils soient tombés par capture entre les mains de l'armée américaine.

La jurisprudence anglaise consacre une solution semblable.

En France, où il n'y a pas de common law englobant le droit des gens, la théorie des crimes de guerre ne peut découler que de l'intervention expresse du législateur. Une loi du 24 juillet 1913, modifiant les articles 249 et 266 du Code de justice militaire de terre et les articles 334 et 259 du code de justice militaire pour l'armée de mer, a décidé que les délits contre la Convention de Genève (telles que les cruautés et violences sur les malades, les blessés, les naufragés tombent sous la juridiction des conseils de guerre, si leurs auteurs sont arrêtés ou livrés. La solution française se rapproche donc de la solution anglaise et américaine.

Cette disposition peut-elle être généralisée ? La question est d'autant plus délicate qu'au cours de la guerre une proposition de loi, émanée de M. Engerand le 14 janvier 1915, tendait à atteindre toutes les violations du droit des gens, par application des textes des Conventions de la Haye.

Cette proposition n'a pas été suivie d'effet. La loi qui aurait sanctionné les violations des règles du droit de la guerre posées à la Haye n'étant pas intervenue, on peut se demander si les termes restrictifs de la loi du 24 juillet 1913 permettent d'attribuer compétence aux Conseils de guerre français à l'égard de toute violation des lois de la guerre, lorsqu'il s'agit d'un ennemi tombé postérieurement à l'armistice au pouvoir de l'armée française.

Telle étant la situation au point de vue d'une poursuite des responsables devant les Tribunaux militaires des divers pays, l'idée devait se présenter d'une poursuite devant les tribunaux de droit commun.

Certaines victimes des crimes de guerre, notamment à la suite des déportations du Nord de la France, avaient

déposé des plaintes au Parquet. La question s'est alors posée pratiquement de savoir si l'on pouvait considérer le crime de guerre constitué par l'infraction au droit des gens comme un crime de droit commun. Un certain nombre de criminalistes ont alors fait le raisonnement suivant (1). Toutes les violences attentatoires à la vie, à la liberté, à la propriété, qui constituent de la part de l'ennemi des actes de guerre, sont, de leur nature, des actes punis par la loi pénale interne de tous les pays civilisés. Tous ces actes, meurtres, coups, séquestrations, incendies, commis sous le régime spécial de la guerre, ne doivent échapper à l'application de la loi pénale que parce qu'ils sont effectués conformément au droit de la guerre. Si l'excuse absolutoire tirée du droit de la guerre vient à leur manquer, ils reprennent leur véritable nature, et, ne pouvant plus se couvrir de l'exception du droit des gens, tombent sous le coup du droit pénal interne.

Cette argumentation serait déterminante si elle ne se heurtait à deux objections.

En premier lieu, elle n'est pas conforme à la véritable intention de l'auteur de l'acte.

Le criminel de guerre ne peut être assimilé, au point de vue des motifs qui le font agir, au criminel de droit commun.

Quelle que soit la barbarie du premier, il est très

(1) Sur la question des sanctions pénales des crimes allemands, voir Tchernoff : *Revue politique et parlementaire* du 10 juillet 1915. Pic : *Revue de droit international public* mars-août 1916. Dumas : *Les sanctions pénales des crimes allemands* 1916. Et les discussions de la Société des Prisons, dans ses séances des 19 mai et 16 juin 1915, 19 janvier et 8 mars 1916. Cf. *Revue pénitentiaire et de droit pénal* 1915 et 1916.

supérieur au second, puisqu'il agit de manière à assurer la victoire de son pays.

En second lieu, la conception dont il s'agit permet très difficilement en droit français d'atteindre certains coupables. L'article 60 du Code pénal, en effet, dispose que « celui qui par abus d'autorité ou de pouvoir a provoqué à l'action n'est puni qu'à titre de complice. » On voit dès lors la difficulté pratique de toucher ceux qui ont ordonné les crimes; ceux-ci, n'étant punis qu'à titre de complices, ne peuvent être recherchés sans qu'une poursuite soit dirigée contre ceux qui ont agi en vertu des ordres en question. En outre, la théorie que nous examinons est insuffisante pour atteindre les crimes commis en pleine mer. Il est impossible de considérer le torpillage en pleine mer d'un navire de commerce français par un sous-marin allemand comme un crime commis en France et rentrant comme tel dans la compétence des tribunaux français. Sans doute les criminalistes français admettent que le meurtre commis au moyen d'un coup de fusil tiré d'un territoire étranger sur une personne qui se trouve en France, doit être considéré comme perpétré en France. Par analogie peut-on dire que le meurtre de personnes qui se trouvent à bord d'un navire français, étant commis d'un territoire étranger (torpilleur ou sous-marin allemand assimilé au territoire allemand), rentre dans la compétence française? La réponse est très douteuse. Mais, en la supposant même résolue par l'affirmative, il conviendrait encore de se demander si un navire de commerce français est une portion du territoire français. Ici la réponse est certainement négative, à notre sens. Autrement le navire garderait son caractère de portion du territoire français jusque dans les eaux territoriales étrangères; or il ne l'a qu'en haute mer. Le navire de guerre

est réputé fraction du territoire national même dans les eaux territoriales étrangères, tandis que le navire de commerce ne bénéficie qu'en mer de la fiction de la territorialité. Cela suffit à montrer qu'il n'y a pas ici une portion du territoire français. En réalité, en haute mer, il y a simplement un certain nombre de personnes et de biens placés sous la loi spéciale du pavillon; mais cette loi fonctionne uniquement dans les rapports des personnes entre elles. Si donc un crime est commis sur le navire par une personne se trouvant sur ce navire, la loi territoriale s'applique; mais cette dernière ne s'étend pas plus loin.

Il n'y a donc rien dans le droit commun qui permette de faire tomber sous la loi française le torpillage d'un navire français par un sous-marin allemand.

En somme, la théorie, si séduisante au premier abord, d'après laquelle tout acte de violence, contraire aux lois de la guerre, reprendrait son caractère de crime de droit commun, n'est pas admissible en elle-même. Elle ne tient compte ni de l'intention du délinquant, ni de la nature intrinsèque de l'acte. Elle est insuffisante parce qu'elle ne permet pas d'atteindre certains actes qui sont parfois les plus graves.

La troisième question se pose alors. Les crimes de guerre, considérés comme des infractions au droit des gens, ne devraient-ils pas être réprimés comme tels? L'empereur allemand et les autres responsables seraient alors justiciables d'un tribunal international constitué pour la circonstance.

A cette conception on pouvait objecter le principe de la non-réactivité des lois pénales et l'absence de juridiction pénale organisée. Mais ces objections étaient loin d'être insurmontables.

Les crimes de guerre dont il s'agit avaient été an-

térieurement prévus par la coutume ou par des textes dont le respect avait été assuré par chaque souveraineté interne. Les Conventions de la Haye avaient expressément incriminé un certain nombre de faits constituant des violations formelles du droit des gens coutumier et conventionnel. Sans doute les Conventions n'avaient pas prévu de peines. Les Etats signataires ne prévoyaient pas que l'un d'eux viendrait à manquer, volontairement et systématiquement, aux prescriptions établies. Ce qu'on avait considéré, en 1899 et en 1907, c'était le devoir, pour chaque Etat signataire, de légiférer dans sa législation interne en vue de la répression des actes interdits par les Conventions. C'eût été un soupçon injurieux de la part des contractants que de supposer que l'un d'eux pût délibérément transgresser les règles posées et commettre des actes absolument contraires au droit et à la civilisation. La seule répression prévue fut donc celle du droit interne. Si celle-ci vient à manquer, l'Etat coupable prend une responsabilité de droit international vis-à-vis de ses co-contractants, c'est-à-dire que, dans la carence de la souveraineté compétente, il se produit un retour à l'ensemble des Etats du droit qui, délégué à un Etat particulier, n'a pas été exercé par lui. La Société des Etats redevient compétente pour agir.

L'Empire allemand, ayant violé systématiquement les Conventions de la Haye, se trouvait dans l'impossibilité de poursuivre ses ressortissants ayant manqué à ces Conventions. Il faillissait donc à son devoir de répression. Le droit de punir, qui lui appartenait par une délégation de la Société des Etats, retournait à cette société elle-même en ce qui touchait les actes contraires au droit des gens.

D'ailleurs une seconde raison conduisait à écarter le principe de la non-rétroactivité de la loi pénale. Ce principe cesse de jouer, ainsi que l'a remarqué l'allemand Hering lui-

même. (*L'objet du droit*), lorsqu'il s'agit de crimes réprimés par la conscience universelle.

Enfin c'est une règle admise généralement, et même par le droit allemand, que la loi pénale sanctionnant une Convention internationale rétroagit au jour où cette dernière a été passée.

Reste la seconde objection tirée de l'absence d'une juridiction pénale organisée. Cette absence s'explique par la nouveauté même de l'incrimination, de telle sorte que l'objection dont il s'agit n'est qu'une forme de la première. Si l'on veut dire que, dans la carence de la répression interne, cette répression revient à la Société des Etats, l'argument a plus de portée. On comprend très bien que la juridiction compétente pour juger les crimes contre le droit des gens comprenne l'ensemble des Etats. Mais lorsqu'il s'agit des crimes de guerre, une disqualification se produit pour les Etats, membres de la Société internationale, qui, par veulerie ou prudence, n'ont pas protesté contre les crimes allemands par la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne.

La juridiction internationale ne devait donc comprendre que des belligérants et des Etats ayant rompu avec l'Allemagne.

Certains esprits ont pensé, que la juridiction internationale devait réunir les belligérants et les neutres. Une telle réunion n'était vraiment pas possible. Selon toute vraisemblance, les neutres se seraient dérobés une fois de plus. En tout cas, ayant pactisé par leur silence avec les délinquants, ils étaient déchus du droit de siéger dans la juridiction internationale.

Si la Hollande désire une cour internationale, si même aux Etats-Unis le parti républicain paraît dans ce sens, il ne serait pas juste que les neutres ne soient pas élimi-

nés, or la justice seule doit ici comme partout être recherchée.

Effectivement c'est en faveur d'un tribunal intérallié que se prononça la Commission des responsabilités et c'est également en ce sens que statuèrent les articles 227 et suivants du traité de Versailles.

Les contractants doivent s'en tenir là. Seuls les peuples qui souffrirent doivent connaître des sanctions. Les nations neutres enrichies du fait de la guerre, dont la prospérité financière pour certaines datent de la guerre ne peuvent apprécier les souffrances, le martyr de nos populations qui du jour au lendemain souffrirent tout ce que l'on peut souffrir. Toute autre solution serait dangereuse, et serait, nous le répétons injuste.

Que pour l'avenir on crée une juridiction internationale, c'est très juste.

Mais dans le passé, jamais.

Comment

le problème a été résolu

Dans sa première séance plénière, tenue le 25 janvier 1919, la Conférence de la Paix décida de nommer, pour l'étude des responsabilités de la guerre, une Commission de 15 membres 2 pour chacune des puissances et 5 membres élus par l'ensemble des puissances à intérêts particuliers.

La Commission devait examiner :

1^o La responsabilité des auteurs de la guerre.

- 2° Les faits concernant les violations des lois et coutumes de la guerre commis par les forces de l'Empire allemand et de ses alliés sur terre sur mer et dans les airs;
- 3° le degré de responsabilité des membres de ces forces ennemies pris en particulier, y compris des membres des Etats-Majors généraux et d'autres individualités, si haut placées qu'elles soient;
- 4° la constitution d'une procédure et d'un tribunal appropriés pour mettre ces crimes en jugement;
- 5° toutes autres affaires analogues et connexes aux points mentionnés ci-dessus qui pourraient apparaître au cours de l'enquête.

Ce programme était d'origine anglaise. La poursuite des auteurs de la guerre, et principalement du Kaiser, était la grande pensée électorale de Lloyd George. Celui-ci venait de faire les élections anglaises sur un certain nombre d'idées qui correspondaient au sentiment profond de l'opinion populaire. La première de ces idées était la responsabilité des coupables. C'est pour tenir sa promesse électorale que le Premier saisissait la Conférence de la Paix de cette question des responsabilités de la guerre, avec jugement éventuel des coupables, si haut placés qu'ils soient.

La Commission se réunit dès le 3 février au Ministère de l'Intérieur. Les puissances à intérêt particulier avaient, le 27 janvier, désigné la Belgique, la Grèce, la Pologne, la Roumanie, la Serbie pour être représentées à la Commission. Celle-ci fut placée sous la présidence de Robert Lansing, secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Ce choix ne manifestait pas un grand souci de faire aboutir la question des responsabilités. L'honorable Robert Lansing était, plus encore que le Président Wilson, hostile à l'application du principe

des responsabilités. Dès lors les travaux de la Commission se trouvaient placés dans une situation très difficile. Sur ce point on eut d'abord un pressentiment; puis une conviction.

Si l'on voulait vraiment engager des poursuites et si l'on souhaitait qu'elles donnassent des résultats, il était nécessaire d'agir vite, de mettre immédiatement la main sur ceux que l'on considérait comme des coupables; il fallait se faire livrer ces derniers sans retard, avant la conclusion du traité de Paix, au moment du premier renouvellement de l'armistice. Une suggestion faite en ce sens par l'anglais sir Ernest Pollok à Robert Lansing fut catégoriquement repoussée.

L'attitude américaine s'explique par trois raisons: l'une personnelle au président Wilson, l'autre personnelle au secrétaire d'Etat Lansing, une troisième propre à la grande majorité du peuple américain.

En premier lieu, le président Wilson ne désirait nullement la retentissante poursuite du Kaïser en raison même de l'attitude qu'il avait prise au cours de la guerre. Pendant un certain temps, le Président espérait jouer le rôle de médiateur. Vers la fin de 1916, son espoir fut définitivement déçu. Alors, sous la pression des circonstances, il entra dans la guerre d'autant plus volontiers qu'il se rendit compte qu'il ne prendrait part à la conclusion de la paix que s'il devenait un belligérant. Dans son message d'avril 1917, constatant l'état de guerre avec l'Allemagne, il eut soin de bien poser que la guerre qui allait s'ouvrir entre les Etats-Unis et l'Allemagne, sans but d'annexion ni d'indemnité, d'une manière absolument désintéressée, n'était pas une guerre de nation à nation du peuple américain au peuple allemand ce qui aurait pu soulever de très vifs scrupules parmi les Américains d'origine allemande, mais que c'était une guerre faite par une puissance défendant la Liberté à une puissance de tyrannie, par une

Démocratie à une autocratie, par l'esprit nouveau de liberté et de justice à l'esprit ancien d'oppression et d'animosité. Tel étant le caractère de la guerre, le peuple allemand disparaissait et il ne restait plus devant la nation américaine que le militarisme prussien et son chef, le Kaïser. A mesure que celui-ci s'élevait ainsi seul au-dessus de son peuple irresponsable, le représentant du principe opposé de paix, de liberté et de justice, le président Wilson, lui faisait face. La guerre devenait ainsi une sorte de duel entre le Président des Etats-Unis et l'Empereur Allemand. Le Président triompha. Mais lorsqu'il vit son adversaire détrôné, en fuite, ne devant son salut qu'au sentiment exagéré de l'hospitalité d'un peuple voisin, il pensa qu'il lui était impossible de faire un geste de plus.

En outre la formation d'une société des nations paraissait s'opposer à une sentence judiciaire. Au sein de cette société, qui était la grande idée du président Wilson, il ne devait pas y avoir place pour une exécution, fût-elle nécessaire à la justice. La clémence devait présider à l'établissement du Pacte. Aussi, lorsque, lors de l'élaboration du Covenant, une proposition fut faite d'après laquelle les crimes de guerre seraient rappelés avec l'indication du juste châtiment qui devait les frapper, elle fut immédiatement écartée.

En second lieu, l'attitude américaine s'explique par la pensée du secrétaire d'Etat Lansing. Ce dernier n'avait pas de passé politique. Avant d'être choisi par le Président Wilson, il était un Lawyer. On appelle ainsi, en Amérique, un personnage qui remplit les fonctions exercées en France à la fois par l'avocat, l'avoué et l'agent d'affaires. Or le Lawyer a reçu une éducation spéciale qui tient à la formation même du droit américain; celui-ci, semblable au droit anglais, ramène toutes les questions juridiques à des questions de jurisprudence. Le Lawyer, par suite, ne veut pas s'écarter des précédents. Après

avoir plaidé pour les Etats-Unis dans un grand arbitrage (la Haye 1910), M. Lansing fut appelé, en remplacement du professeur de droit international américain John Bassett Moore, à tenir pour deux départements d'Etat le rôle de conseiller juridique. Quand Bryan, à la suite de l'affaire du Lusitania, donna sa démission, Lansing fut appelé au département d'Etat. Ainsi le président démocrate confiait ces hautes fonctions à un républicain, ce qui n'était pas sans surprendre dans un pays où les démarcations des partis sont si tranchées. Lansing avait, sur de nombreux problèmes de politique intérieure et extérieure, des idées différentes de celles du Président; en particulier, Lansing était contre la société des nations. Sur la question des responsabilités, cependant, l'opinion du secrétaire d'Etat est entièrement conforme à celle du Président. Lansing exprimait bien à cet égard l'idée moyenne du Lawer qui ramène tout aux précédents et le droit international lui-même au droit interne, qui a une horreur instinctive de la nouveauté juridique. Une poursuite pour crimes de guerre, surtout contre des chefs d'Etat, était sans précédent dans le domaine du droit international. En outre la Constitution américaine contient le principe de la non-rétroactivité des lois; transportant ce principe du droit interne dans le droit international, M. Lansing devait naturellement considérer qu'il n'était pas possible de juger quelque personne que ce fût, pour quelque crime que ce fût, sans avoir, préalablement à l'infraction, précisé le crime et fixé la peine.

Enfin l'attitude américaine s'explique sur les sentiments mêmes du peuple américain. Par suite de son éloignement du théâtre de la guerre, celui-ci, est demeuré très indifférent à toute idée de sanction.

C'est dans ces conditions que la commission commença ses travaux. On vit alors le gouvernement anglais, qui

avait pris l'initiative de la poursuite, se désintéresser peu à peu de celle-ci. Lloyd George, qui avait eu l'habileté de faire auparavant les élections et qui, interprète du sentiment d'intérêt personnel de l'Angleterre, était plus préoccupé des réalités positives que des résultats moraux, n'opposa plus de résistance sérieuse au point de vue américain. Il crut le militarisme allemand assez abattu pour qu'on pût se contenter de l'exil du Kaiser en Hollande.

Malgré cette attitude des hommes politiques, la Commission des responsabilités conclut en droit, à la possibilité des poursuites.

Les décisions très nettes de cette commission ont été déformées dans les Articles 227 et suivants du traité de paix. Mais il n'en est pas moins remarquable que cette Commission, composée de juriscultes professionnels, ait reconnu la légitimité de poursuites exercées devant un tribunal interallié.

Quant aux articles 227 et suivants du traité de Versailles, il convient d'en rappeler la substance

Les Puissances alliées et associées mettent en accusation publique l'ex-empereur d'Allemagne pour offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités. Un tribunal, spécial sera constitué pour juger l'accusé en lui assurant les garanties essentielles du droit de défense. Ce tribunal sera composé de cinq juges nommés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon. Le tribunal jugera sur motifs inspirés des principes les plus élevés de la politique entre les nations avec le souci d'assurer le respect des obligations solennelles et des engagements internationaux ainsi que de la morale internationale. Il lui appartiendra de déterminer la peine qu'il estimera devoir être appliquée. Les Puissances alliées et associées adresseront au gou-

vernement des Pays-Bas une requête le priant de livrer l'ex-Kaïser en vue du jugement (article 227).

Par l'article 228, le gouvernement allemand reconnaissait aux Puissances alliées et associées la liberté de traduire devant leurs tribunaux militaires les personnes accusées d'avoir commis des actes contraires aux lois et coutumes de la guerre et de leur appliquer les peines prévues par les lois. Le gouvernement allemand s'engageait à livrer les personnes qui lui seraient désignées comme coupables.

Le gouvernement allemand s'engageait aussi à fournir tous documents et renseignements nécessaires à la connaissance des faits incriminés, à la recherche des coupables et à l'appréciation exacte des responsabilités (article 230).

Ces dispositions sont restées jusqu'ici lettres mortes. On sait comment la Hollande a accueilli la demande de livraison de l'ex-Kaïser et sa réponse à leur note du 15 janvier 1920.

Conclusion

Le procès est jugé.

Emploi d'armes interdites, mauvais traitements infligés aux prisonniers, massacres des prisonniers et de blessés, arrestation et massacres d'otages, déportations en masse de civils, atteintes aux biens de famille et à l'honneur délibérément compromis des jeunes filles, torpillages sous-marins de navires chargés de femmes et d'enfants, bombardements de vil-

les, même non défendues, par avions et pièces à longues portée sans autre but que de frapper d'épouvante une population inoffensive!

L'Allemagne a mené la guerre *absolue*, méprisé la distinction des combattants et des non-combattants, méconnu d'une manière constante et méthodique toutes les stipulations des conventions internationales qu'elle avait signées, foulé aux pieds les sentiments de la plus élémentaire humanité.

La force germanique a été lancée, sans aucun frein moral, vers un but de domination. La pensée germanique a dirigé cette force vers la barbarie. Toutes les facultés d'organisation de l'Empire ont été mises au service de cette œuvre déshonorante.

Les armées allemandes se sont appliquées, au cours de la guerre, dès les premières semaines et jusqu'à la fin, à semer systématiquement la terreur. Elles ont agi avec une unité de méthode qui ne peut s'expliquer que par la préméditation et la volonté d'appliquer une doctrine.

Les Allemands ont invoqué la nécessité d'assurer les libres communications de leurs armées dans leur marche en avant. Mais l'ampleur et la dureté de leurs prétendues répressions étaient sans commune mesure avec la nécessité prétextée. Les mesures dont il s'agit ont d'ailleurs été prises et exécutées en dehors de toute forme de légalité.

Si l'Allemagne avait, dès le début de la guerre, notifié aux belligérants la dénonciation des Conventions de la Haye, ou, au moins, des articles dont elle entendait ne pas tenir compte, elle eût encouru sans doute le blâme des juriconsultes et des moralistes.

Mais les peuples belligérants auraient au moins su à quoi s'en tenir. Cette notification faite, l'armée allemande au-

rait pu se borner à rechercher strictement les civils ayant fait usage de leurs armes, ou même convaincus d'en posséder les arrêter, les faire passer en conseil de guerre, et, le cas échéant, les condamner. En 1870-71, quelques exécutions avaient suffi pour assurer aux troupes allemandes la tranquillité après la victoire. Mais la campagne de 1914 se faisait dans des conditions différentes. L'invasion allemande s'accomplissait avec des masses formidables qui submergeaient tout, occupaient les points stratégiques et les moindres villages avec des forces telles que toute résistance locale ne pouvait être qu'une folie et tout attentat individuel un accident, sans portée dans l'immense conflit. La terreur des populations, salutaire, d'après les Allemands, à la conduite des opérations militaires, était produite d'abord par l'énormité même des armées en marche, avec une régularité d'horloge. Cependant ces armées, beaucoup plus fortes qu'en 1870, ont manifesté, dès le début, une violence inconnue jusqu'alors.

C'est que les massacres systématiques, tout comme les incendies et les bombardements, rentraient dans le plan de campagne allemand.

Ce plan a échoué. Le dernier mot de la grande et douloureuse histoire est resté au Droit et à la Civilisation.

Notre victoire, qui a coûté très cher, ne sera complète que lorsque les Allemands paieront. Ainsi que le disait M. Lloyd George dans sa réponse du 3 mars dernier aux contre-propositions allemandes : « A moins que l'Allemagne n'exécute les réparations, on peut dire que ce seront les vainqueurs qui paieront les dommages et les vaincus qui récolteront les fruits de la victoire. »

Mais même si l'Allemagne exécute les réparations matérielles, toute l'œuvre de justice ne sera pas accomplie. La

conscience universelle, qui s'exprima par l'organe de la Commission des responsabilités et dans les articles 227 et suivants du Traité de Versailles, exige le châtimént des auteurs responsables des crimes allemands. Il le faut.

Doit-on admettre que les crimes de Guillaume de Hohenzollern ne puissent recevoir qu'une condamnation morale?

Evidemment non.

Le Conseil des Alliés dans ses notes notifiées le 16 février 1920 à la Hollande en réponse à celle-ci a bien posé la question.

La politique et l'action personnelle de l'homme que les puissances réclament pour le juger ont coûté la vie à près de 10 millions d'hommes, tués cruellement à la fleur de l'âge et abouti à la mutilation ou à la destruction de la santé de trois fois plus d'êtres humains.....

Ces crimes commis par l'empereur révoltent les plus élémentaires sentiments d'humanité et de civilisation.

Les Puissances voudraient rappeler au gouvernement des Pays-Bas que s'il persistait à se désintéresser de la présence de la famille impériale sur son territoire si près de l'Allemagne il prendrait une responsabilité directe à la fois dans la mise d'un criminel à l'abri des revendications du droit et dans une propagande si dangereuse pour l'Europe et le monde.

La Hollande devra donner satisfaction.

Il ne serait pas juste que tant de familles pleurent les leurs, que tant de vies soient éteintes et que Guillaume

jouisse d'une existence dorée dans un château Hollandais.

Toutes les victimes de la guerre doivent s'unir pour réclamer justice des crimes commis par Guillaume contre l'humanité et le faire jusqu'à ce que justice soit faite.

Doit-on admettre aussi que les sujets allemands accusés d'avoir commis des crimes durant la guerre seront impunis et pourront peut-être ainsi dans quelques années revenir en France ou en Belgique pour y contempler le théâtre de leurs méfaits?

Non, répondent les Alliés dans leur note à l'Allemagne du 18 février 1920, signée de Lloyd Georges.

Les dispositions des articles 228 à 230 du traité ne sont pas annulées. Les Puissances se réservent d'apprécier si les procédures proposées par l'Allemagne «pour assurer suivant elle aux inculpés toutes les garanties de la justice n'ont pas en définitive pour effet de les soustraire au juste châtimement de leurs forfaits.»

«Les alliés exerceraient dans ce cas leur droit dans sa plénitude en saisissant leurs propres tribunaux.

Le 24 février 1921, M. Bonar Law a déclaré à la Chambre des Communes que les preuves recueillies par le Gouvernement britannique seront entièrement utilisées aux procès qui auront lieu devant la Cour Suprême de Leipzig et que le gouvernement n'a pas renoncé au droit de réclamer les accusés pour les faire juger en Angleterre, si le cours des événements indique que justice n'a pas été faite devant la Cour Allemande.

M. Briand a soutenu en Mars la même thèse et c'est avec joie que nous venons de lire le 5 Mai 1921 dans la Déclaration des Alliés à Londres, signée à la séance de clôture du Conseil Suprême que les alliés somment le gouvernement allemand de déclarer dans un délai de 6 jours à dater de la

réception de la décision ci-dessus, sa résolution de procéder sans réserve ni retard au jugement des criminels de la guerre.

Que MM/ Lloyd George, Briand, comte Sforza, Jaspard Hayshi, signataires de la note assurent l'exécution de ces sanctions et nulle chose ne sera plus douce aux anciens combattants qui témoins d'atrocités nombreuses ne peuvent admettre l'oubli sur ce point.

EMPEREUR déchu d'abord, ses fils à son image, ses grands chefs ensuite doivent comparaître devant des juges solennellement réunis pour connaître de leurs crimes.

Et ce jour-là, vraiment seulement les victimes croiront à l'entière justice: à la punition des crimes.

A ce moment ceux qui pleurent leurs enfants, pères ou maris, tous ceux aussi meurtris dans leur chair: mutilés, réformés, anciens combattants qui dans les jours incalculables d'Août 1914 ou au cours de la guerre partirent joyeux pour défendre le sol de la patrie, sa civilisation, son honneur, pourront enfin se dire et dire à leurs chers morts. « Nous ne devons rien regretter du sacrifice fait, le crime est puni, la justice est faite. »

Au surplus le chancelier Wirth en vertu de la décision du Reichstag a déclaré officiellement le 11 mai 1921 que l'Allemagne procédera sans réserve ni retard au jugement des coupables de guerre.

Tous les alliés doivent être unanimes à exiger l'exécution de cet engagement.

Il est nécessaire de suivre avec beaucoup d'attention les débats qui viennent de s'ouvrir le 21 Mai devant la cour de Leipzig.

Des magistrats français et belges iront bientôt comme le font en ce moment des magistrats anglais demander la punition des criminels de la guerre.

Que la punition en soit exemplaire.

Les événements actuels démontrent que longtemps en-

core la paix du monde sera bien précaire. Le brouillard dont a parlé le premier Ministre anglais reste bien épais et ses paroles ne contribuent pas du tout à l'éclaircir.

Que si demain de douloureux conflits devaient se produire, que le mal soit limité aux combattants et que tous ceux qui seraient tentés de commettre des infractions aux Conventions de la Haye n'ignorent pas qu'ils auraient à en rendre compte et qu'ils seraient punis.

C'est ainsi seulement que l'on évitera le retour de pareils crimes contre l'humanité.

BIBLIOGRAPHIE

CHESTERTON: *La barbarie de Berlin. Lettre à un vieux Garibaldien.* Traduit de l'Anglais par ISABELLE RIVIERE.

DAVIGNON: *Les procédés de guerre des Allemands en Belgique et la conduite des armées allemandes en Belgique et en France d'après l'Enquête anglaise.*

MACCAS: *Les cruautés allemandes. Réquisitoires d'un neutre.*

NOHRT: *Les barbares modernes.* 2 Volumes.

NOTHOMB: *La Belgique martyre et les Barbares en Belgique.*

BEDIER: *Les crimes allemands d'après les témoignages allemands.*

FAUCHILLE: *Les attentats allemands contre les biens et les personnes en Belgique et en France.* (Revue de droit international public 1915 p.p. 249 à 411)

OLYFF: *La Belgique sous le joug.*

VERHAEREN: *La Belgique sanglante.*

X. . . . *La Belgique sous la Griffe allemande.*

MORTON PRINCE M. D. *La guerre telle que l'entendent les Américains et telle que l'entendent les Allemands.*

GRONDIJS: *Les Allemands en Belgique* (Louvain et Aerschot) notes d'un témoin Hollandais.

GRASSET: (Commandant) *Carnet de route. Les massacres d'Ette et de Gomery.*

VERRIER: *La haine allemande contre les Français.*

MIRMAN, SIMON, KELLER: *Leurs crimes.*

Carnet de route d'un Officier d'Alpins (Argonne, Yser, Artois.)

ROSERNEIER: *Le cri du cœur d'un allemand.*

BLANCHET: *En représailles.*

JACQUES de DAMPIÈRE: *Carnets de Route de combattants allemands.*

Nous n'avons pas la prétention de fournir ici une bibliographie complète. Un livre comme *NACH PARIS* sous forme de roman, a la valeur d'un document, puisqu'il a été écrit d'après les récits d'un officier allemand, grand blessé hospitalisé en Suisse, que l'auteur a fidèlement recueillis.

Les crimes allemands ont d'ailleurs été vulgarisés par l'image.

Voir, par exemple:

Les Atrocités allemandes en France. Reproduction intégrale des Rapports officiels des 17 décembre 1914 et 8 mars 1915. Illustrations de Maurice LEROY.

Le livre rouge des atrocités allemandes, d'après les Rapports officiels des Gouvernements français, anglais et belge. Estampes de DOMERGUE.

Prisonniers de Guerre par Jean-Pierre LAURENS.

Conférence sur Louvain de M. FUGLISTER, sujet suisse.

Rapport d'un autre témoin oculaire M. GAMARA, prêtre du Paraguay étudiant à Louvain.

Le Droit des Gens. La guerre de 1914 - 1915, de M. le Procureur Général LOUBAT.

A. MÉRIGNIAC. *De la sanction des infractions au droit des Gens, commises par les empires du Centre 1917.*

J. SIMONIN. *De Verdun à Mannheim.*

Étude de M. Jacques DUMAS, substitut au tribunal de la Seine 1916. *Les Sanctions pénales des crimes allemands.*

Table des Matières

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

Pages

Infractions envers les Combattants. 7

Emplôï d'armes et de projectiles interdits. — Gaz asphyxiants. — Massacres de prisonniers et de blessés. Procédés déloyaux de combat. — Violations de la Convention de Genève.

CHAPITRE DEUXIÈME

Infractions envers les non Combattants. 16

Assassinats - Viols. — Civils employés comme boucliers. — Otages. — Applications de prétendues peines collectives. — Assassinats au cours de la guerre sous-marine et aérienne. — Déportations en vue du travail forcé.

CHAPITRE TROISIÈME

Caractères des Crimes allemands. 42

Non seulement prémélités, mais applications méthodiques d'une doctrine générale. — Les Conventions de la Haye sont-elles obligatoires ? — Tentatives de justification allemande.

CHAPITRE QUATRIÈME

La Sanction. p. 61

Le problème des Responsabilités. — Comment il a été
résolu.

CONCLUSION

VU

VU

Le Président de la Thèse

Lyon le 2 mai 1921

Lyon le 1^{er} mai 1921

Le doyen de la Faculté

P. PIC

L. JOSSERAND

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 2 mai 1921,

Le Recteur de l'Académie,

JOUBIN
